

COMPAGNIE FONCIÈRE DE L'ANCIEN DUCHÉ D'ALBRET.

PLACEMENT IMMOBILIER AVEC PARTICIPATION A LA PROPRIÉTÉ.

56,000 ARPENS

DONT
6,000 arpens de haute futaie,
ARROSEMENT DE RÉAC.

INTÉRÊTS GARANTIS

RENTES SUR L'ÉTAT

ET
DIVIDENDES ASSURÉS

COUPES DE BOIS

MONTANT A
SIX POUR 100

Pendant les 7 premières années,

ET A
SEIZE ET DEMI POUR CENT

Pendant le reste de la Société.

OBLIGATIONS DE 500 FR.

REBOURSABLES AVEC ACCROISSEMENT DE CAPITAL.

NOTICE.

LES OBLIGATIONS FONCIÈRES DE L'ANCIEN DUCHÉ D'ALBRET comprennent deux titres : l'OBLIGATION PORTANT INTÉRÊTS à 4 pour cent, remboursable au moyen d'un tirage, et le TITRE BÉNÉFICIAIRE donnant droit : 1. aux dividendes; 2. à un part de la propriété; et 3. à toutes les valeurs quelconques de la Société, même quand la première obligation est remboursée.

D'après des calculs rigoureux, chaque obligation doit produire :

Pour 500 fr. pendant les sept premières années, revenu annuel. 29 fr. 57 c.

Pour 500 fr. pendant le reste de la Société, revenu annuel. 83 17

Ce qui ne donne, en moyenne, 75 fr. 54 c. pour 500 fr., c'est-à-dire plus de 15 et 110 pour cent par an, sans compter le remboursement de l'action primitive et une part proportionnelle dans le prix de la vente des biens, lors de la liquidation de la Société.

Les obligations foncières de l'Ancien Duché d'Albret, portant intérêt du 1^{er} avril prochain, se souscrivent à Paris en cinq paiements, dont le premier au moment de la demande, et les quatre autres, aux 20 janvier, 20 avril, 20 juillet et 20 octobre 1838; ou en deux paiements, l'un de 200 francs à un mois, l'autre de 300 à quatre mois, au domicile du souscripteur.

On en délivre également au comptant, à 490 fr. au lieu de 500 francs, pour compensation d'intérêt, d'ici au 1^{er} avril 1838.

Enfin, en renonçant, jusqu'en 1845, aux in-

térêts 4 pour cent, assurés par un dépôt de Rentes, on obtient des actions à 380 francs, qui ont tout droit, d'ailleurs, aux dividendes sociaux, dès 1838, et qui rentrent, après sept ans précisément dans la même catégorie que les autres obligations.

MM. J. LAFFITTE et Comp., à Paris.

MM. les notaires dans les départements reçoivent les versements des fonds en donnant des récépissés à échanger contre les obligations foncières de l'Ancien Duché d'Albret.

La Compagnie foncière de l'Ancien Duché d'Albret a été fondée par MM. le comte de Bussy, et les marquis de Montet et de Courmoulin, connus par leur grande fortune territoriale. Elle a pour objet l'exploitation de 56,000 arpens, dont 6,000 sont déjà couverts de pins maritimes de haute futaie.

Exploitation forestière à l'abri des intempéries des saisons; — écoulement assuré des produits; — hausse croissante des bois; — emploi des résines devenant de jour en jour plus considérables; administration économique; — débouchés facilités par quatre grands rivières, trois rivières et un fleuve; tels sont les avantages de l'opération considérée sous le point de vue agricole.

Intérêts assurés pendant 7 ans par un dépôt de Rentes; — dividendes à ajouter, dès cette année, à ces intérêts, au moyen du produit des hautes futaies déjà en valeur; — gage immobilier donné aux capitaux, avec la certitude des bénéfices d'une exploitation industrielle; — partage des terres ou du prix de leur vente à l'expiration de la société; — dix capitaux pour un en additionnant les revenus de l'opération; — et plus de vingt capitaux pour un en tenant compte des intérêts composés: tels sont les résultats financiers assurés pour la Compagnie foncière de l'Ancien Duché d'Albret.

S'adresser, pour les renseignements, à tous les notaires de France. Les fonds sont versés chez MM. J. LAFFITTE et Comp., à la caisse du commerce et de l'industrie de la Compagnie, chargée de la constitution et du dépôt des rentes sur l'Etat, certifiée à assurer le service des intérêts.

S'adresser, pour souscrire, à MM. les notaires, dans les départements, à Paris, au siège des bureaux et de l'administration, rue Gaillon, 13, à M. le comte Deffenens.

CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ : MM. COTTENET, notaire à Paris, DELANGLE, bâtonnier de l'ordre des avocats, à Paris; EUGÈNE GEOFFROY, avoué en Cour royale; DE NORMANDIE, président de la Chambre des avoués; SCHAYE, agréé au Tribunal de Commerce de la Seine.

L'INDIENNE, liqueur BREVETÉE DU ROI approuvée par l'Académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les fluctuations et autres dérangements du ventre.
Dépôt central, M. Lenoir, aux temples rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences concluantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON
Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.
— G. rue Cassanin, à Paris. Dépôts: G. Lottéro à Bastia, Giannelli à l'Isle-Rousse; De Nobili à Corte; Castelli à Bonifacio.

AVIS.
I Chirurgo Dentista Domenico Levrero, previe ne rispettosamente il colto Pubblico della Balagna, che ha destinata la sua partenza da Bastia laddove egli da qualche giorno dimora, per la fine del cadente novembre, onde recarsi all'Isola Rossa ai primi dell'entrante dicembre, all'oggetto di prestare la sua servitù pel bene della salute umana.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA
Du 22 au 29 Novembre 1837.

ARRIVÉES.

VENZOLASCA, mistick la Rose, cap. Sisco.
HYÈRES, brick golette la Clémence, cap. Garneville.
CERVIONE, gondole Conception, cap. Caratini.
LIVOURNE, mistick l'Antoinette, cap. Bagliani.
VIAREGGIO, Lenti Conception, cap. Laporta.
VENZOLASCA, bœuf Divine-Providence, cap. Bellagamba.
LIVOURNE, bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.
LIVOURNE, tartane l'Assomption, cap. Ose.
LIVOURNE, mistick St-Joseph, cap. Benigni.
CERVIONE, tartane l'Annonciation, cap. Guasco.
RIO, (Ile d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.
VENZOLASCA, mistick St-Jean-Luc cap. Canavaglia.

NAPLES, balancelle St-Philippe, cap. Delag.
NAPLES, balancelle St-Henri, cap. Matarese.
TOULON, bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.
CERVIONE, mistick la Conception, cap. Marini.

DEPARTS.
CERVIONE, mistick St-Jean-Luc, c. Canavaglia.
TOULON, bateau à vapeur Lianone, cap. Roux.
MARSEILLE, mistick la Rose, cap. Sisco.
TOULON, brick-golette l'Antoinette, c. Mattei.
GENES, gondole la Conception, cap. Caratini.
PROPRIANO, mistick la Misericorde, cap. Giudicelli.
CERVIONE, bœuf St-Joseph, cap. Bertocci.
CERVIONE, tartane l'Annonciation, c. Guasco.
MARSEILLE, bœuf Divine-Providence, cap. Bellagamba.

Le Gérant N. TARTAROLI.
Bastia. — De l'imprimerie de G. Fabiani.

PAR BREVET D'INVENTION.
Pâte de REGNAULD aîné,
AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Pour la guérison des rhumes, catarrhes, toux, coqueluches, asthmes, et autres maladies de poitrine les plus invétérées. (Voir l'instruction qui accompagne chaque boîte) Dépôts chez MM. ASÈNE; négociant à Ajaccio; SERPENTINI, marchand aux Terrasses à Bastia.

MERCREDI 6 DÉCEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-corresp. de LEPAILLETIER Bourgeois

et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 18.

A l'adresse correspondance de M. JESTIN

et C^{ie} rue Gaillon N° 13; à la cor-

resp. commerciale, de PUGNARE de LA

Bastie rue S. Louis 207, ou l'on

reçoit les annonces pour l'insérer en français.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 160.

PREMIER ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



CORSE.

On lit dans le Bon Sens :

Dans toutes les élections qui avaient eu lieu jusqu'ici en Corse, le général Horace Sébastiani, le général Tiburce Sébastiani, son frère, et M. Limperani, son neveu, avaient réuni l'unanimité des suffrages, ou l'unanimité moins une, moins deux voix.

Aux élections dernières dont le résultat est arrivé hier par dépêche télégraphique, M. Horace Sébastiani n'a été élu député qu'à la majorité de 82 voix sur 144 votants. Ce fait suffit pour prouver que les lumières ont commencé à pénétrer dans un pays trop longtemps dédaigné, et l'esprit public y a fait un pas immense depuis quatre ans.

On s'étonne que la dépêche télégraphique qui a apporté au gouvernement le résultat de l'élection d'Ajaccio ne lui ait pas apporté en même temps des nouvelles de l'élection de Bastia. M. Limperani a-t-il échoué, ou bien a-t-il été nommé à une majorité si faible, que le ministère aurait eu honte d'annoncer cette nomination avec celle de M. Sébastiani? Ces deux demi-chutes, rapprochées l'une de l'autre, n'auraient pas manqué de frapper tous les esprits.

Le Bon Sens a été mal informé par son correspondant. Il n'est point vrai que dans toutes les élections, qui ont eu lieu jusqu'ici en Corse, le général Horace Sébastiani, le général Tiburce Sébastiani, et M. Limperani son neveu aient réuni l'unanimité des suffrages, ou l'unanimité moins une ou deux voix. Pour ne citer que les élections d'Ajaccio en 1831, on se rappelle que M. le général Tiburce Sébastiani n'obtint que dix suffrages de majorité, c'est-à-dire 66 voix contre 56. Si en 1834 les élections se firent, en apparence, à l'unanimité, c'est que l'opposition ne jugea pas à propos de se présenter : ce qui arrive souvent dans ce pays, où l'opinion de chaque votant est connue à l'avance, et où l'on peut calculer d'une manière certaine les chances de chaque concurrent. Comment le correspondant du Bon Sens a-t-il pu oublier que dernièrement encore M. le général Horace Sébastiani a été élu à Bastia à la majorité de 93 suffrages sur 94 votants, ce qui ne voulait point dire cependant qu'il n'existât pas d'opposition. Il est vrai que l'on aurait perdu ainsi l'occasion de s'extasier, avec tant d'à-propos, sur le pas immense, que l'esprit public a fait en Corse depuis quatre ans, et les lumières qui ont commencé à y pénétrer. D'après le correspondant du Bon Sens, le progrès aurait sans doute consisté à nommer MM. Colonna et

Mottet, et à frapper d'ostracisme les deux illustres généraux qui ont combattu l'étranger sur tous nos champs de bataille, depuis Arcole jusqu'à Waterloo, et l'anarchie depuis le 18 brumaire jusqu'aux journées de juin.

Si les deux généraux Sébastiani n'ont point obtenu, dans les diverses élections, qui ont eu lieu en Corse, depuis la révolution de juillet, la forte majorité, que les services par eux rendus au pays paraissent devoir leur assurer, on sait quelle en est la cause. Tous leurs candidats ont été vivement contrariés par la plupart des hauts fonctionnaires du département. Aux élections qui viennent d'avoir lieu, les principaux obstacles, que le général Horace Sébastiani a rencontrés, ne provenaient-ils pas d'une ligue de fonctionnaires publics, agissant sous l'influence d'un Corse célèbre au service d'une puissance étrangère, ayant pour chef le Premier Président, et à la quelle était venu se joindre le Procureur-général d'Orléans, M. Mottet, que la passion a fait descendre jusqu'au rôle de correspondant secret d'un journal qui professe des opinions diamétralement opposées aux siennes? C'est au sentiment de répulsion qu'il a produit les menées d'une ligue aussi monstrueuse que le général Sébastiani a dû sa double élection. M. Limperani en renonçant à sa candidature, en faveur d'une des premières illustrations de la Corse, si injustement attaquée, a fait acte de bon citoyen, et les électeurs, qui se sont associés à sa pensée ont fait preuve d'intelligence et de courage, et ont bien mérité de leur pays.

Nous l'avons déjà dit et nous nous plaisons à le répéter, c'est de la révolution de juillet que date la prospérité matérielle de notre département.

Pendant l'empire il était demeuré stationnaire. La conscription qui venait décimer annuellement une population plus belliqueuse qu'agricole, avait fini par y laisser un vide immense. Le mousquet remplaçait la bêche entre les mains du jeune laboureur et l'artisan des villes transformé tout à coup en soldat, allait périr sur les bords du Danube ou dans les sombres forêts de la Russie. L'inflexible loi du recrutement qui n'épargnait pas plus le riche que le pauvre ne fut appliquée nulle part avec plus de rigueur. Il n'est peut-être pas de provinces dans le royaume, où elle ait eu des effets plus désastreux. Les

mères et les veuves s'en souviendront longtemps encore. Partir pour l'armée c'était marcher au devant d'une mort glorieuse, sans doute, puisque la sûreté et l'honneur de la France exigeaient à chaque instant les efforts d'un dévouement sublime; mais nos campagnes n'en demeuraient pas moins stériles, les charmes pourissaient entre des sillons interrompus, et l'aspect de la misère ajoutait encore à l'horreur de la solitude qui régnait dans les champs.

La guerre au reste n'était pas le seul fléau qui désolât la Corse. La disette des céréales dont la croisière anglaise avait rendu l'importation si difficile, en entraînant la misère et la pénurie des classes ouvrières, accrût considérablement les maux du pays. Le système d'administration adopté par le pouvoir militaire n'était pas de nature à fermer ces plaies saignantes. La justice était impuissante devant les arrêtés souverains d'un Général Gouverneur. Morand voulait que le glaive de la loi s'abaissât devant son sabre. L'autorité judiciaire voyait méconnaître ou annuler les arrêts les plus solennels. Les justiciables demeuraient sans garantie contre les mesures arbitraires ou les caprices d'un officier de gendarmerie. Un canton tout entier était mis hors la loi, ses habitants traqués comme des bêtes fauves. Les emplois lucratifs étaient le partage de quelques familles privilégiées, et jamais les fonctionnaires du gouvernement n'eurent des formes plus brutales.

Cette époque funeste ne vit surgir aucun établissement industriel; l'espèce de blocus par lequel les Anglais avaient intercepté le commerce de la Méditerranée, ne pouvait manquer de restreindre le cercle des opérations commerciales. Ce n'était assurément ni l'adresse ni le courage, que regrettaient les armateurs et les capitaines de la marine marchande. Les pirates étrangers apprirent dans bien plus d'une rencontre, qu'il y aurait eu danger à se commettre avec eux. Il est en effet dans nos ports de mer des hommes dont les noms se rattachent aux faits les plus glorieux de notre marine militaire et qui pourtant n'ont laissé à leurs familles d'autre héritage que d'honorables souvenirs.

Que l'on ajoute maintenant à toutes ces causes de misère et de déperissement, le fatal décret qui réunit la Corse en un seul département, décret qui ne fait pas séparer du sinistre cortège des lois exceptionnelles dont il est réservé à la révolution de juillet de nous délivrer sans retour; que l'on songe

en outre à l'impuissance de toutes nos tentatives pour rentrer dans les garanties de la constitution, à l'état désastreux de nos routes, à la difficulté de nos communications avec le continent, et l'on comprendra aisément les plaintes amères que nous n'avons jamais cessé d'élever contre l'empire. Pour quoi faut-il que le reproche d'un cruel oubli se mêle au sentiment d'orgueil, que le nom de l'Empereur et les merveilles de son règne font éprouver à ses compatriotes? Il serait cent fois plus doux pour nos cœurs de pouvoir l'absoudre de l'accusation d'un coupable insouciance envers sa patrie. Mais le moyen de n'être pas saisi d'un mouvement de douleur en comparant tout ce qu'il a fait pour des contrées éloignées et dont les événements de 1815 nous ont dépossédé, avec l'état d'infériorité, de malaise et de langueur où son gouvernement laisse son pays natal.

Voilà le tableau fidèle de la Corse sous l'empire.

Le gouvernement de Louis XVIII portait-il quelque heureux changement à sa triste position?

Et comment la restauration pouvait-elle s'occuper du bonheur de la Corse, elle qui n'avait plus à offrir au plus grand de ses enfants, qu'une terre de déportation, l'injure de ses gazetiers et le titre d'usurpateur?

Il était tout naturel que sa patrie subît le même sort. On lui fit expier bien chèrement la gloire de lui avoir donné le jour!

La classe des officiers eut long-temps à souffrir des répugnances de la restauration; les uns, entrés dans la carrière des armées sous les meilleurs auspices, se virent renvoyer dans leurs foyers comme des partisans supposés de l'usurpateur; d'autres ne restèrent sous les drapeaux que pour y être abreuvés de dégoûts et d'humiliations. Point d'avancements, point de récompense. Les droits acquis étaient oubliés, leur qualité de Corse un motif d'exclusion et les plus honorables cicatrices autant de torts à expier. L'injustice et l'aversion étaient poussées si loin que jusqu'à la chute de Charles X nous ne comptons dans l'armée que trois officiers supérieurs. Nulle amélioration importante, nul projet d'utilité générale, les routes étaient devenues presque impraticables; la direction générale des ponts et chaussées ne s'en souciait pas plus que l'administration départementale. L'instruction primaire était nulle et mal dirigée, les lois répressives de la contrebande incomplètes et sans force, les produits indigènes sans débouchés, l'action de la justice criminelle impuissante pour atteindre le crime, bien que l'échafaud fût souvent en permanence, le mécontentement dans tous les cœurs, la misère dans les classes ouvrières.

Faut-il rappeler maintenant, les injustes préventions des chambres? Faut-il dire que les ministres de cette époque n'envisageaient la Corse que sous le point de vue des charges et n'en parlaient jamais que comme d'un lourd fardeau pour la France. Et lorsque des voix généreuses s'élevèrent à de rares intervalles soit dans les Conseils du Roi soit dans les Chambres pour réclamer quelques améliorations utiles, on sait quelle était la réponse accoutumée du Gouvernement: c'est « bien assez de tout ce que nous avons fait pour elle. » Il est vrai que notre députation manquait également de patriotisme et de fermeté, et si le Comte Horace Sebastiani n'avait pas su quelquefois revendiquer avec éloquence nos

droits méconnus, on se fût demandé si la Corse avait des représentants.

Des jours plus heureux devaient lui venir pour elle. La révolution de juillet vint nous tirer de l'espèce d'ilotisme politique où nous étions tombés.

La France avait un devoir de justice à remplir envers nous; réparer les oublis du passé, rétablir le principe de l'égalité constitutionnelle si long-temps méconnu; faire entrer dans les cadres de l'armée ceux des officiers que la restauration relégua dans une retraite prématurée; faciliter par la franchise des droits l'exportation des produits de nos manufactures; encourager les progrès agricoles par la répression de la contrebande des céréales étrangères; appeler l'élite du pays au partage du pouvoir judiciaire par l'établissement du jury; répandre les lumières dans toute l'étendue de l'île, par la création d'un grand nombre d'écoles primaires. C'est par cet ensemble de vues utiles, que le gouvernement de juillet ranima nos espérances et marqua l'ère d'une régénération nouvelle. Mais c'est surtout par le classement des routes royales et les subsides votés par la chambre, qu'il est entré franchement dans les voies de progrès en donnant à la Corse des gages réels de sa sollicitude éclairée.

Des circonstances heureuses sont venues seconder fort à propos l'activité des esprits et le mouvement progressif du commerce et de l'industrie. La navigation par le moyen de la vapeur a multiplié nos rapports commerciaux avec le continent. On a dit qu'il n'y avait plus de Pyrénées entre l'Espagne et la France; ne pourrions-nous pas en dire autant, depuis que la Méditerranée a cessé d'être une barrière entre nous et le continent? La vapeur a tellement rapproché nos rivages, que les passagers franchissent ce bras de mer sans s'en apercevoir. D'un autre côté la sécurité au dedans, l'accroissement de la fortune mobilière, la circulation de plusieurs millions de valeurs, le développement de l'industrie indigène et le retour marqué vers des habitudes d'ordre et de paix, ont rendu la tâche du gouvernement plus facile.

Les améliorations que nous venons d'indiquer portent déjà leurs fruits. Dans quelques années le gouvernement sera débarrassé avec usure de ses sacrifices pécuniaires. Si nous devons en juger par l'accroissement de la recette dans les administrations de la douane, de l'enregistrement et des postes, le jour n'est pas éloigné où nous ne serons pas plus à charge du trésor que d'autres départements de la France. L'administration des forêts est peut-être la seule qui n'ait encore offert aucun des grands avantages que le trésor serait en droit d'en attendre. Mais à qui la faute? A ceux qui par leur impéritie sont parvenus à frapper de stérilité les plus belles forêts du royaume. On ne conçoit guère comment le ministère de la marine n'ait pas encore songé à tirer parti de ces arbres magnifiques par un large système d'exploitation. Les Anglais n'eussent pas cherché ailleurs les approvisionnements nécessaires à leurs chantiers. C'est en vain que nous avons appelé à différentes reprises l'attention du cabinet sur ce sujet important. Les difficultés qui ont fait, dit-on, ajourner les divers projets de coupe et d'exploitation, n'existent que dans les rapports officiels. Lorsqu'on voudra s'occuper sérieusement de cette importante affaire, on acquerra bientôt la certitude, que les divers

commissaires envoyés par le gouvernement ont singulièrement exagéré les obstacles. Au reste s'il ne veut pas les exploiter pour son compte, que ne laisse-t-il ce soin à des compagnies de commerce? C'est par cette voie que des sommes considérables entreraient au bout de quelques années dans les caisses de l'Etat.

Ce rapide aperçu de l'état du pays sous les trois formes du gouvernement qui se sont succédé depuis 1789, prouve à notre avis combien il serait susceptible de progrès et d'avenir. Il était réservé à la révolution de juillet d'apprécier à sa juste valeur les éléments de prospérité qu'il renferme.

Chauds partisans de l'institution du Jury, nous sommes du nombre de ceux qui pour la demander avec instance, n'attendirent pas les événements de juillet. Notre opinion dans laquelle l'expérience de ces six années, nous a raffermi davantage, était, que bien et habilement dirigée, la procédure par jurés ne pouvait manquer de produire en Corse d'heureux résultats.

Au bout de quelques sessions, les pessimistes et les incrédules partageront nos espérances. La Corse tout entière, à l'exception des criminels, applaudit au zèle des jurés, et la fermeté consciencieuse de leur déclaration répandit au loin cette précieuse sécurité, le premier des biens de l'homme social, et que nous n'attendions plus ni de la justice spéciale ni de l'atrocité des peines.

Une seule chose nous inquiétait, c'était la fausse direction que quelques présidents des assises semblaient vouloir lui imprimer. Le licenciement en masse des jurés, dont le moindre inconvénient est de dénaturer l'institution en la viciant dans son essence, nous a toujours paru un abus extrêmement grave; aussi n'avons nous jamais cessé de réclamer avec toute l'insistance et la chaleur du patriotisme contre la composition arbitrairement illégale des divers jurys de jugement. Nous avons dit que les accusés n'étaient plus jugés par leurs pairs, et que le droit de récusation, la plus sûre garantie de l'innocence, n'était plus qu'une amère dérision, toutes les fois que l'on renvoyait par dizaines les jurés de la liste primitive. Le barreau tout entier a fait entendre à son tour les plus vives réclamations. Les jurés séculaires n'ont pas été les derniers à se plaindre de ce mode de procéder qui ne blesse pas moins leurs intérêts que les véritables principes de l'institution. Le magistrat qui a présidé les assises de la précédente session a su résister à toutes les demandes de congé. Nous avons vu avec plaisir qu'il ait maintenu le jury dans son intégrité en laissant aux autres présidents un excellent exemple à suivre. Il paraît que son successeur en pense autrement. Plusieurs jurés ont obtenu des dispenses et d'autres n'ont fait au siège de la cour, qu'une courte apparition. Nous savons cependant de bonne source, que le Ministre de la justice n'approuve guère ces changements quotidiens dans la formation du jury. Si la Cour de Cassation n'a pas encore fait droit aux nombreux pourvois qui ont été dirigés contre les arrêts de la Cour d'Assises, il faudra bien qu'elle intervienne avec son autorité régulatrice pour mettre un terme à un abus aussi intolérable.

Vainement dirait-on, que ce remaniement des listes est tout entier dans l'intérêt de la

justice répressive. C'est une erreur; et nous n'en voulons d'autre preuve que le compte rendu des précédentes assises. Jamais les coupables n'ont été punis avec plus de fermeté et pourtant la liste primitive du jury avait été maintenue presque intégralement. Le secret pour assurer la salutaire répression du crime est dans l'intelligent exercice du droit de récusation. Avec un peu de sûreté dans le tact et point de complaisance pour les individus, on arrive à composer le jury de jugement de manière à satisfaire tout à la fois les exigences de la vindicte publique, et les intérêts de l'accusé.

Par arrêté de M. le ministre de l'instruction publique, du 17 novembre dernier, l'école Paoli est ainsi organisée:

M. l'abbé Pantalacci est chargé du cours d'enseignement religieux ayant pour objet l'évidence naturelle de la religion chrétienne.

M. Arrighi Henri, avocat à la Cour royale de Bastia, est chargé du cours de morale et de droit des gens.

M. Loetscher, Jean-Baptiste, est chargé du cours de physique, chimie et histoire naturelle.

M. Delacroix, Lucien, licencié des sciences, est chargé du cours de mathématiques.

M. Gandon, principal du collège de Calvi, est chargé du cours de littérature française.

Les cours de l'école Paoli seront ouverts le 12 du présent mois.

Cette nouvelle attendue avec tant d'impatience a répandu la joie la plus vive dans la ville de Corte. Il paraît qu'un se propose de donner à l'ouverture de l'école, le plus grand éclat. La municipalité a invité toutes les autorités de l'arrondissement pour assister à l'inauguration de cet établissement d'instruction supérieure. Une somme de 500 francs a été votée pour des réjouissances publiques.

M. Thienat, principal du collège de Nemours a été nommé provisoirement principal du collège de Bastia, en remplacement de M. Ronge qui n'a pas accepté et qui a été nommé à Thiers.

Le 30 janvier 1838, il sera ouvert à Ajaccio un concours pour le choix des candidats aux places d'un agent-voyer en chef à la résidence d'Ajaccio, chargé de la direction générale des travaux du département, avec traitement de 1500 fr. par an, et de cinq piqueurs au traitement de 500 francs.

En rendant compte dans notre précédent n° de la messe en musique chantée dans l'église de St-Charles, nous avons oublié de dire que le *Credo* qui fut chanté dans cette messe, est de la composition de M. Archiapi et nous le félicitons de son ouvrage.

M. Ferdinand capitaine du génie a été promu au grade de chef de bataillon dans la même arme.

PARIS.

— On lit dans le *Sinaphore* :

A l'issue de la bourse, plus de cent négociants, les chefs des principales maisons de notre ville, se sont spontanément rendus à la chambre de commerce pour la prier de la seconder dans leur désir d'obtenir de S. A. R. Mgr le duc de Nemours la faveur de le recevoir à Marseille, à son retour de la glorieuse conquête de Constantinople. M. Warlam a chaleureusement exprimé les vœux de notre commune; un murmure d'unanime approbation a suivi la proposition qu'il a faite, et

la chambre a délibéré de nommer une députation qui se rendra à Toulon pour prier le jeune prince de se rendre aux vœux d'une ville appelée à recueillir, la première, les fruits d'une si belle expédition.

La chambre de commerce a fait choix de MM. Reynard, Massot et Vastre, pour former cette expédition.

La ville de Marseille vient de voter une somme de 30,000 fr. pour les fêtes à donner à S. A. R. Mgr le duc de Nemours.

On lit dans le *Times* :

Le cabinet français paraît être au moment d'obtenir une solution satisfaisante sur l'affaire d'Haïti. On sait que le président du conseil des ministres, M. le comte Molé, n'a rien négligé pour terminer heureusement cette entreprise. Dans la session dernière, M. Molé déclara que son désir comme son devoir, était de faire tous ses efforts pour amener le gouvernement d'Haïti à entrer dans une voie de sincérité vis-à-vis de la France. Il ajouta que la chose n'était pas facile, mais qu'il ne craignait pas de se mesurer avec toutes les difficultés. M. Molé a tenu parole. Tout annonce, d'après les mesures déjà prises, que cette affaire se terminera bientôt d'une manière honorable pour la France, et profitable aux intérêts privés qui s'y rattachent.

Le gouvernement d'Haïti comprendra que son intérêt bien entendu est de conserver des relations amicales avec son ancienne métropole: de plus son devoir est de satisfaire loyalement les justes exigences de la France. Le gouvernement d'Haïti n'a cessé d'être de la part de la France l'objet d'une bienveillance sans bornes: la France a usé envers lui d'une grande modération, elle a attendu avec patience l'exécution des promesses qui lui avaient été consenties par des traités; ces promesses n'ayant pas été réalisées, le gouvernement français a dû prendre à cet égard une résolution énergique.

Le caractère connu de M. le comte Molé doit être un sûr garant qu'elle sera exécutée avec autant de loyauté que de franchise.

Une jeune servante, en frottant une *allumette allumante* pour l'enflammer, se fit voler dans l'œil une parcelle de la matière phosphorique, et se brûla au point que les médecins désespèrent de lui conserver cet organe. Nous conseillons aux personnes qui emploient des allumettes phosphoriques, de les tenir éloignées de leur visage en les frottant, ces allumettes ayant le grand inconvénient de projeter au loin une portion de la pâte phosphore-magnésienne qui leur donne la propriété de prendre feu.

COLMAR, 16 novembre. — Depuis quelques jours, il n'est question ici que d'une lutte qui s'est engagée entre l'archevêque et le ministère. L'archevêque a déclaré qu'il ne bénirait les mariages mixtes que dans le cas où les époux s'engageraient à élever leurs enfants dans la religion catholique. C'est précisément ce que le ministère ne veut point tolérer, et en conséquence il a invité l'archevêque à se désister de ses prétentions ou à donner sa démission.

L'archevêque a répondu qu'étant institué par le pape, il n'abandonnerait pas spontanément sa dignité, et que les réformes par lui opérées seraient maintenues; toutefois, il a déclaré qu'il renoncera volontiers au traitement de 1,200 thalers qu'il recevait de l'Etat, et quitterait, si l'on voulait, le palais archiepiscopal, étant habitué à vivre économiquement et comptant sur les dons des fidèles; malheureusement, ce différend a occasionné des rixes entre les gens de deux religions, et hier soir une lutte a eu lieu dans laquelle la victoire est restée aux protestants qui étaient les plus nombreux.

— On écrit de St-Gaudens 15 novembre :

Jean Peyregne épousa il y a environ 15 ans, Bertrande Bouche-de-Labarie-de-Bivière, restée veuve avec trois filles encore jeunes. Peu de temps après ce second mariage, l'aînée de ces enfants, à peine âgée de 15 ans, fut victime de la séduction incestueuse de celui qui devait lui ser-

vir de père. L'indignation fut grande dans Labarie à la nouvelle de cet attentat. Presque tous les habitants se soulevèrent et résolurent d'expulser de leur commune l'homme qui venait de la déshonorer si honteusement. Ce premier élan d'indignation reçut son exécution immédiate; Peyregne fut entraîné hors des limites de Labarie, et là, avec menaces, on lui enjoignit de n'y plus reparaitre.

Le séducteur accepta ce châtiment populaire, et le considérant sans doute comme un acte de justice, il fut s'établir à Martres, où sa femme le suivit. Elle y acheva bientôt après, en son nom quelques biens avec le produit de ceux vendus à Labarie.

Cependant la fille séduite avait fait oublier son malheur par sa bonne conduite; au mois de mars dernier, François Bèze l'avait épousée. Cette union était heureuse, et la jeune femme était enceinte, lorsqu'il y a peu de jours, arriva le décès de Bertrande Bouche.

Le partage de sa succession reveilla les haines et souleva des contestations fort animées. Les enfants du premier lit voulaient avoir leur part des fruits de l'année, et Peyregne les leur refusait obstinément. Un camp emsemencé de pommes de terre restait encore à partager. Le mardi 14, les trois filles et François Bèze s'y transportèrent; ils avaient labouré quelques sillons, lorsque Peyregne se présenta à eux, armé d'un fusil. Après leur avoir inutilement ordonné de se retirer, on le vit s'avancer sur Bèze en dirigeant vers lui son arme; celui-ci s'empara aussitôt d'un pieu avec lequel il para un coup de canon du fusil qui lui était porté sur la tête. Furieux de cette résistance, Peyregne se retira quelques pas en arrière; le malheureux Bèze qui avait compris trop tard le danger, voulut fuir, mais, à neuf ou dix pas de distance, un coup de feu l'atteignit par derrière; il tomba la face contre terre et ne donna plus aucun signe de vie.

Ce crime se commettait vers midi, sous les yeux d'un grand nombre de cultivateurs, et soit lâcheté, soit terreur de leur part, l'assassin, sans être poursuivi, eut le temps de gagner sa demeure, d'y prendre sa capote et de se jeter dans les montagnes. A deux heures, M. le procureur du Roi se transporta avec le juge d'instruction et la force armée dans la commune de Martres. De promptes mesures furent prises pour arrêter le coupable, mais il ne put être découvert. Le bruit ayant circulé que son intention était de passer en Espagne, l'autorité a envoyé dans la nuit son signal aux divers postes de douanes établis sur cette ligne des frontières.

Dans la nuit du 20 au 21 de ce mois, la commune de Douvrend, canton d'Envermeu, a été le théâtre de crimes affreux, et dont toutes les circonstances rappellent celui qui fut commis, il y a quelques jours, au presbytère de Saint-Martin-le-Gaillard, sur la personne du curé, de sa nièce et de la domestique de celui-ci.

M. Michel, desservant de Douvrend, vieillard de 86 ans; sa servante, âgée de 72 ans; son beau-frère, M. Carpentier, aussi avancé en âge; et une jeune personne, fille du maître d'école de la commune, ont été tous les quatre lâchement assassinés.

Une femme qui, selon son habitude, se rendait, le 21 au matin, au presbytère de Douvrend, en trouva les portes et contrevents fermés. Après avoir inutilement appelé et attendu, elle alla faire part aux voisins de tout ce que ce silence des habitants de la maison avait d'étrange pour elle, et chacun conçut bientôt de funestes soupçons, qui n'étaient, hélas! que trop fondés.

M. Pinchon, maire, se hâta d'accourir sur les lieux. A l'ouverture des portes, on trouva les victimes chacune dans son lit, et la tête horriblement massacrée avec un instrument tranchant et contondant. Leur position prouvait qu'elles avaient été assommées pendant leur sommeil. M. l'abbé Michel et son beau-frère ne donnaient aucun signe de vie, mais la servante et la jeune fille respiraient encore! Deux chirurgiens d'Envermeu, appelés à la hâte, s'empressèrent de don-

ner leurs soins à ces deux femmes. La servante est dans un état tout-à-fait désespéré, mais on conserve quelque espoir de rappeler la jeune fille à la vie. Plaise à Dieu que ce faible espoir se réalise, et qu'ainsi la justice ait un moyen de plus pour arriver à la découverte des coupables!

Après avoir commis leurs crimes, les assassins ont froidement fouillé armoires et commodes, dans l'espoir sans doute d'y trouver de l'argent. Des sacs vides, laissés par terre, semblent indiquer que leurs recherches ne furent pas vaines, et l'argenterie de l'infirme curé n'a pas été retrouvée.

Les brigands étaient entrés et sont sortis par une porte de derrière donnant sur le jardin de l'habitation, ce qui explique comment la porte de devant et les contrevents ont été trouvés fermés. Ils avaient eu précaution de couper à l'avance la corde d'une cloche, que, par un fatal pressentiment, l'abbé Michel avait, il y a plusieurs années, fait placer pour sa sûreté personnelle. « Si vous entendez jamais sonner, disait-il quelquefois à ses paroissiens, venez vite à mon secours, car c'est qu'alors on en voudra à ma personne!... »

M. Michel était curé de Douvrend avant 89 et lorsque le concordat le rendit à ses paroissiens, ceux-ci accueillirent avec acclamations le prêtre qui avait su leur rendre la dime légère. Il était chéri et vénéré de tous, et la sanglante catastrophe qui l'enleva à sa commune plongea les habitants dans la plus profonde affliction.

M. le procureur du Roi de Dieppe est allé sur les lieux pour y continuer l'instruction de cette affaire, commencée déjà par M. le maire de Douvrend et par M. le juge-de-peace d'Envermeu. On dit que deux individus sont arrêtés.

(Gazette des Tribunaux.)

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Suivant des nouvelles récentes, les bandes factieuses de Tallada et Esperanza, séparées de celles de Cabrera, qui avaient déjà désolé tous les villages des environs de Valence et de l'Incarné, s'étaient avancées jusqu'à l'apré du riche et industrieux bourg d'Alcoy et avaient même poussé l'audace jusqu'à aller insulter par leur présence les murs d'Alicante. Les lettres reçues de ces malheureuses localités sont de nature à attester l'âme de l'homme le plus insensible et le plus dur; quant à nous, nous ne pouvons qu'y répondre par un vif sentiment de sympathie qui se change en indignation contre ceux qui ne prennent aucune mesure pour mettre un terme à tant de maux.

— D'après notre correspondance ordinaire, la situation de l'Estamadure est vraiment déplorable. Nous apprenons également par des personnes arrivées de Badajoz et des environs, que ce pays est inondé de factieux et que l'esprit des populations est des plus mauvais. La diligence arrivée hier a été attaquée sept fois sur la route par différentes bandes de factieux; il ne passe pas un voyageur qui ne soit forcé de leur payer un tribut. Il paraît que les rebelles tentent de se réunir pour attaquer Traxillo dont la population se verra obligée de se rendre, si on ne lui envoie de prompts secours.

MALAGA. — Le général Palarea, capitaine-général des royaumes de Grenade et des côtes, a publié, en date de Malaga du 10 novembre, une proclamation qui déclare la province de Malaga en état de guerre. Un conseil de guerre permanent doit juger tous les faits de rébellion à main armée ou de provocation, sédition de la troupe, indiscipline, insubordination, umulte ou émeute populaire, affiliation à des sociétés secrètes, défenses par la loi, désobéissance à l'autorité, vol à main armée, protection aux malfaiteurs. Dans un ordre du jour aux populations de la province de Malaga, le capitaine-général expose que, depuis son départ de Grenade, il n'a trouvé sur son passage qu'un profond sentiment de terreur. « Humain par caractère, libéral

par principe, je saurai, dit-il, cumuler avec modération et fermeté l'exercice des pouvoirs civils et militaires. Il est surtout une plaie que je dois attaquer vigoureusement; mes efforts tendront à la déraciner. Vous avez 800 hommes de la dernière conscription et 200 désertheurs des milices dans vos murs; ils ont pu jusqu'ici se soustraire aux recherches: cet abus doit cesser. » Cet appel paraît avoir été entendu.

Nouveau sucre cristallisable tiré de la figue d'Inde.

— On a récemment trouvé dans la figue d'Inde un sucre concret et cristallisable, pouvant remplacer avec avantage le sucre de canne et le sucre de betterave. Nous allons présenter ici sur cet intéressant objet quelques nouveaux détails que vient de publier le *Moniteur Algérien*.

Tous les voyageurs qui ont parcouru la Sicile connaissent le figuier d'Inde, vulgairement appelé *raquette*; il fournit partout dans les campagnes et autour des habitations des clôtures et des haies impénétrables. Sa tige, haute de 5 à 8 pieds se compose d'un grand nombre de pièces ovales, charnues, articulées, portant des épines grêles, disposées par petits bouquets. Les fleurs sont jaunes, solitaires; le fruit est ovoïde, gros comme un œuf de poule, et rempli d'une pulpe extrêmement sucrée.

Ces cactus n'exigent aucune culture; il suffit pour les propager de prendre un morceau de pulpe et de le planter. Dès la première année, il produit des fruits et d'autres tiges secondaires, qui, au bout de trois ou quatre ans, se multiplient de manière à former des espèces d'arbres. On connaît trois espèces de figues d'Inde, les blanches, les rouges et les jaunes. Huit figues de moyenne grosseur fournissent huit à dix onces de jus. Le sucre que ce jus contient varie pour la quantité et la qualité, suivant la couleur des fruits, l'époque de la récolte et la nature du sol. On peut extraire aussi de l'alcool de l'écorce des fruits.

Le sucre obtenu dans les premières années est blanc, concret; sa cristallisation brillante et régulière ne peut manquer d'être plus belle encore après l'opération du terrage, qu'il convient de ne faire qu'en grand.

L'exploitation de ces fruits doit offrir, en Sicile, à Alger et peut-être en Corse et en Provence, de grands avantages sur celle de la betterave. La raquette n'exige ni terrain approprié ni culture particulière; elle croît partout facilement; on peut la multiplier en tous temps à l'infini.

Dans la fabrication les manipulations sont très simples. Il n'est pas nécessaire de nettoyer, de râper, de faire macérer le fruit, opérations qui sont indispensables pour l'extraction du sucre de la betterave. Quant à la cuisson du sirop et à la cristallisation, les procédés sont très économiques.

Le nouvel et intéressant ouvrage de M. Dubouché sur les maladies qui affectent les organes urinaires vient de paraître, cette 5^e édition, en tièrement refondue, écrite avec conscience et probité par un praticien habile, voué depuis vingt années à l'étude toute spéciale de ces maladies, est remplie de faits pratiques et d'observations curieuses. Ce traité sera lu et recherché avec empressement, non seulement par les personnes qui désireront acquérir des notions justes et saines, des idées nettes, sur les affections dont elles sont atteintes; mais encore par les médecins qui voulant être au courant de la science, y trouveront un manuel pratique sur la nouvelle opération du broyement de la pierre dans la vessie, car l'intention de l'auteur M. Dubouché a été de simplifier cette opération pour en répandre les bienfaits en France. Les gens atteints de rétentions d'urine, de rétrécissements, de la gravelle et de calculs, y trouveront pareillement une hygiène mieux entendue, pour éviter ces cruelles affections si fréquentes de nos jours et s'abstenir désormais de pratiques dangereuses et erronées.

ANNONCES.

A LOUER POUR NEUF ANNÉES

A UN PRIX MODIQUE.

Une campagne d'une demi-lieue de circonférence, avantageusement située, à la distance de trois milles de Bastia (Corse); très fertile, mais négligée et des lors en partie inculte; arrosée par plusieurs sources d'eau; ayant plus de quatre-vingt ares de vigne, plusieurs arbres fruitiers, quelques oliviers, soixantes mûriers, une maison élevée, dans une belle situation, sur trois étages d'un étage avec grenier; l'étage est divisé en huit pièces, savoir: deux salles, une cuisine et cinq chambres à coucher.

Les avantages qu'offre ce bail sont dignes d'attirer l'attention des agronomes qui désirent d'utiliser leurs connaissances en Corse, où malheureusement la culture est encore dans son enfance.

Exploitée par un agriculteur habile, cette propriété est susceptible de devenir, en peu de temps, une métairie des plus productives à l'instar du continent.

Si l'on voulait y établir une fabrique de soie, le propriétaire s'engagerait d'y faire planter mille mûriers, qui, attendu la fertilité du sol, ne manqueraient pas de rapporter beaucoup dans les cinq dernières années du bail.

S'adresser à M^e Pellegrini, avoué à la cour royale de Corse, à Bastia.

L'INDIENNE, liqueur brevetée du roi approuvée par l'académie royale de médecine, douce, suave, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle joint des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée de faire cesser les flatuosités et autres dérangements du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templeiers rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences concluantes, les approbations des académies, des sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au *Bulletin des Lois* (5 août et 10 novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

4, rue Cassanini, à Paris. Dépôtaires: Cl. Lottin à Bastia, G. Lottin à l'île-Rousse; De Nobili à Corti; Castelli à Bonifacio.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 29 Novembre au 6 décembre 1837.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, bateau à vapeur *Napoléon*, c. Lota. RIO, (île d'Elbe) brigantin *St-Catherine*, cap. Regini. PORTOVECCHIO, mistick *Conception*, c. Cardella. CAGNANO, tartane *Pierre des Carmes*, cap. Moneglia.

DEPARTS.

TOULON, bateau à vapeur *Golo*, cap. Valzi. BONIFACIO, mistick *Conception*, cap. Loquente. LIVOURNE, mistick *St-Joseph*, cap. Benigni. LIVOURNE, tartane *l'Assomption*, cap. Osé. CAGNANO, tartane *Pierre des Carmes*, cap. Moneglia. PORTOVECCHIO, gondole *St-Joseph*, c. Zuria. NAPLES, balancelle *St-Henri*, cap. Matrese. NAPLES, balancelle *St-Philippe*, cap. Delagata. GENES, bonif *Jésus et Marie*, cap. Boza. LIVOURNE, mistick *la Conception*, cap. Marini. CERVIONE, brigantine *St-Catherine*, c. Regini. CIVITAVECCHIA, brick goëlette *la Clémence*, cap. Garneville.

Le Gérant N. TARTABOLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

MERCREDI 13 DÉCEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS.

A l'Office central de l'Expédition des Brevets

11, rue N. Dame des victoires N° 11.

A l'adresse des correspondants de P. J. J. J.

et C^{ie} rue Cassanini N° 12; à la cour

royale commerciale, de l'Exposition de la

Bastie rue St-Henri 207, ou l'on

reçoit les annonces pour l'insularien français.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

DOCUMENTS OFFICIELS.

AVIS.

Le Maire de la ville de Bastia, prévient le public que le 20 Décembre courant, à onze heures du matin, il sera procédé, dans une des salles de l'hôtel de ville, à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur, et à l'extinction des feux, des droits de l'Octroi de cette même ville, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives qui commenceront le 1^{er} janvier 1838, et finiront le 31 Décembre 1840.

Les droits sont établis sur les boissons, les cuirs et peaux tannés ou corroyés, etc.; les tabacs, d'après le tarif sanctionné par sa Majesté.

La mise à prix, qui était précédemment fixée à 52,500 fr. a été réduite, par délibération du conseil municipal, à la date du 5 de ce mois, à quarante huit mille francs.

On admettra aux enchères que des personnes d'une moralité, d'une solvabilité, et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats ouvert à la Mairie, auront obtenu du Maire, quatre jours au moins avant l'adjudication, un certificat d'admission, sauf le recours à M. le Préfet.

Les personnes attachées aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque, ne pourront être adjudicataires, ni associés de celui qui le sera, sous peine de résiliation et dommages intérêts.

Ne pourront pareillement être admis aux enchères ceux qui font commerce de quelque un des objets compris au tarif.

Le cahier des charges, clauses, et conditions de l'adjudication est déposé au secrétariat de la Mairie, pour être exhibé à tous ceux qui en voudront prendre connaissance.

Fait à Bastia, en l'hôtel de ville, le 10 décembre 1837.

signé: LOTA.

CORSE.

Un Banquet a été offert, dimanche dernier, par un grand nombre d'avocats, à M. le Premier Président et à M. le Procureur-général. Les convives se sont réunis dans la maison de campagne, habitée par M. Viale, ancien Procureur du roi de Bastia, révoqué à la révolution du juillet. Ni le Président du tribunal de 1^{re} instance, ni le Procureur du roi n'avaient été invités à ce dîner offert aux chefs de la magistrature. On y remarquait aussi l'absence de plusieurs avocats, oubliés à ce que l'on disait, à dessein, et d'autres qui avaient refusé d'y prendre part. La salle

QUATRIÈME ANNÉE, N° 164.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

DE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

LE JOURNAL PARAIT

de S. A. Mue la princesse Marie d'Orléans avec S. A. R. le prince Alexandre de Wurtemberg.

—Voici la proclamation que le général Bernelle adressée aux habitants de Constantine en prenant le commandement de cette place :

« J'ai été laissé par ordre du Roi des Français avec une armée forte et brave, et plus nombreuse qu'il ne faut pour protéger ses amis et écraser ses ennemis; j'en fais la déclaration aux habitants de toutes religions de la ville et des tribus qui en dépendent; je leur observe l'ordre et la tranquillité; qu'ils se livrent sans crainte à leur commerce et à leurs travaux habituels; qu'ils se réunissent à moi au besoin pour faire une guerre d'extermination à celui que la France regarde comme son seul ennemi, Achmet, anciennement bey de cette province, et si justement exécuté par ses rapines et ses cruautés sans nombre. Je le déclare, le temps de la clémence est passé, je ne ferai aucun traité avec lui, je n'entendrai aucune proposition de sa part et ne recevrai aucun de ses envoyés. Tels sont les ordres que j'ai reçus et que j'exécuterai rigoureusement; que ceux qui ont à se plaindre de lui, et ce nombre en est grand, se prononcent sans crainte et se réunissent pour le combattre.

« Outre ses immenses richesses, fruit de ses rapines et qui seront la propriété de ceux qui s'en empareront, sans aucun partage, je promets une grande récompense de la part de la France à ceux qui me le livreront mort ou vif.

« Cette déclaration, qui est l'expression sincère de ma pensée, doit recevoir le plus de publicité possible auprès des habitants de la ville et de ceux de la province par les soins du calife Mohamed-Oueddebie, chef de la ville, qui m'en rendra compte.

Constantine, 1^{er} novembre 1837.

Signé, J. BERNELLE.

On lit dans la *Garde nationale de Marseille*.
Tunis, 13 novembre 1837.

Depuis long-temps, notre consul avait à se plaindre du gouvernement tunisien; il supportait avec patience une foule de tracasseries, mais il vient d'être poussé à bout par une affaire dont les suites peuvent être graves.

Un soldat poursuivi par ses chefs s'est réfugié dans la maison consulaire de France. Il paraît qu'une accusation grave pesait sur le soldat; le bey dépêcha à ses trousses un sous-officier avec ordre d'arrêter le coupable partout où il le trouverait. Ce sous-officier pénétra dans la maison du consul et réclama le fugitif; les drogman lui répondirent qu'on ne pouvait le livrer, attendu qu'il s'était réfugié sous le pavillon français; le sous-officier menaça alors les drogman; il dégaina son sabre, mais il fut aussitôt désarmé et arrêté.

Le consul et les officiers du consulat étaient acteurs ou spectateurs de cette scène; le sous-officier fut mis en prison dans le consulat, et le viceconsul monta aussitôt au Bardo (palais du bey) pour demander réparation de l'insulte faite au pavillon; mais il fut très mal accueilli par le bey lui-même, qui exigeait qu'on lui envoyât le drogman de France pour lui faire administrer des coups de bâton; le vice-consul, fort irrité, vint rendre compte de sa mission. Alors le consul et ses officiers en grand uniforme, se rendirent en corps au Bardo; le bey ne voulut rien entendre; le consul, s'étant retiré avec sa suite, a fait signifier hier soir au bey qu'il allait embarquer à bord d'un des vaisseaux français, et que, si le lendemain, à la même heure, il n'avait pas obtenu réparation complète, il ferait amener le pavillon français, qu'en attendant, il rendait le bey responsable de la vie et de la fortune de tous les Français.

Ce matin, le consul s'est embarqué; à midi, le bey a envoyé un message au consulat de France; mais le vice-consul a refusé de le recevoir, attendu que toute relation avec le gouvernement tunisien avait cessé.

Ce soir, deux ambassadeurs du bey ont été envoyés à bord du vaisseau; il est probable que le

bey accordera toutes les réparations demandées.

Du 17 novembre.

P. S. Notre consul est toujours à bord du vaisseau-amiral, mais tout fait espérer que le bey finira par donner satisfaction.

2^e P. S. Le consul déclare que à l'instant, nous ne savons pas encore quelle satisfaction il a obtenue.

— Le 1^{er} décembre régnait à Londres le brouillard le plus épais qu'on ait vu cette année. Dans quelques parties de la ville il était impossible, non seulement d'apercevoir d'un côté de la rue les maisons situées de l'autre côté, mais les voitures mêmes qui passaient dans les rues étaient invisibles. Dans Claremont, un ouvrier a été écrasé par une voiture qu'il n'avait pas aperçue.

— On compte en ce moment 433 chapelles catholiques en Angleterre et dans le pays de Galles; en y joignant les chapelles catholiques d'Ecosse, on trouve un nombre total de 500 chapelles catholiques dans la Grande-Bretagne.

Il y a en Angleterre 9 collèges catholiques et 1 collège catholique en Ecosse.

Morning Post.)

— La fille d'un fermier de Lonjumeau, aux joues vermeilles et brillantes de santé, attirait l'attention de Jacques, que le hasard avait conduit dans la maison du père. Jacques fit fréquemment le voyage de Paris à Lonjumeau, et devint tellement assidu auprès de la jeune fille, que ses parents crurent devoir l'interpeller sur ses intentions. Il déclara que ses vues étaient pures, et fit immédiatement sa demande en mariage. Des informations prises auprès des personnes qu'il avait indiquées, le résultat qu'il jouissait d'une excellente réputation, d'une honnête aisance, et que Jacques était un bon parti.

Le mariage fut donc arrêté. Jacques, l'impatient Jacques, en pressait avec activité la conclusion. Par ses soins, les publications furent faites, les clauses et conditions du contrat de mariage, sur lesquelles il contesta fort peu, furent définitivement arrêtées, les actes signés. Les choses étant en état, Jacques eut le loisir de rendre ses visites aussi longues et aussi fréquentes qu'il le voulut; il put même avoir des entretiens secrets avec sa fiancée, à laquelle il peignait sous les plus vives couleurs son amour et son bonheur. Il paraît qu'alors, emporté par la violence de sa passion, il parla assez légèrement de la célébration qu'il suivait lui, n'était plus qu'une simple formalité; d'ailleurs, dans quelques jours, l'officier public allait consacrer l'union. La jeune fille ne paraissait pas sur ce point les idées de son futur mari; la célébration lui paraissait un acte fort important, et pour elle les publications et le contrat de mariage ne constituaient pas le mariage. Quoi qu'elle eût à cet égard manifesté son opinion de manière à laisser peu d'espérance de la lui faire abandonner, Jacques n'en persistait pas moins dans ses idées et devenait chaque jour plus pressant.

Cependant le jour tant désiré, le jour qui doit mettre le comble à tous ses vœux arrive. La jeune fille, tout émue, revêt sa robe nuptiale; les parents et amis tirent des armoires ces vêtements conservés avec tant de soin, qui ne servent que dans les grandes circonstances et se transmettent de génération en génération; toutes les commodes du village sont sur leurs portes; la meilleure auberge de Lonjumeau est occupée des préparatifs du repas. A l'heure indiquée, les tintements de la cloche se font entendre, tous les invités sont présents, à l'exception d'un seul qu'on attend vainement. Une, deux et trois heures, la journée entière se passent et le marié ne vient pas; on n'a aucune nouvelle de lui, le lendemain non plus que les jours suivants, et le père de la fiancée est contraint de payer les frais de publications, du contrat de mariage et de rembourser aux fournisseurs le prix des cadeaux achetés à crédit par l'amoureux Jacques.

A quelques mois de là, on lisait sur une feuille de papier timbré affichée à la porte de la mairie

de Ronen la publication d'un mariage qui devait avoir lieu entre le sieur Jacques et la demoiselle. Un notaire rédigeait le contrat de mariage de Jacques et le faisait signer par les parties contractantes. Dans un joyeux festin auquel parents et amis assistaient, on célébrait, contrairement à l'usage, l'union future, et on avait remarqué qu'à la fin du repas le beau-père, auquel force rasades avaient été versées causait l'écart avec son gendre, qui soutenait avec feu que le repas de noces ayant eu lieu, tout était désormais conclu, terminé, et qu'il était inutile de prolonger plus longtemps son martyre. Le beau-père, après une légère résistance, parla bas à l'oreille de son gendre, et les convives furent congédiés.

Le lendemain, la future paraissait grandement émue; ses couleurs étaient plus vives qu'à l'ordinaire, elle tenait constamment les yeux baissés. Aussi, les mauvaises langues du quartier propagèrent certains bruits. La famille de la jeune fille en prit peu de souci, car l'époque de la célébration était proche. Jacques, cette fois, crut devoir ne pas prolonger plus longtemps l'illusion de sa famille adoptive. Un jour qu'il était question du mariage, il dit d'un air morne et triste : « Ce mariage, malheureusement pour moi, est impossible, car je suis marié. »

A la suite de cette explication, grand emportement du père qui refuse à croire à un précédent mariage, qu'il est bientôt forcé d'admettre, lorsque Jacques lui présente l'acte de célébration et une lettre récemment écrite par sa femme.

Par suite d'une plainte portée au parquet du procureur du Roi, Jacques fut arrêté; mais il était difficile de qualifier le fait qu'on lui imputait; il ne pouvait être accusé de bigamie, pas même de tentative de crime. Force était donc le mettre en liberté, lorsqu'on sut qu'il avait quelques comptes à régler avec la justice criminelle de Paris. Bientôt nous aurons occasion d'entretenir nos lecteurs du résultat de l'accusation portée contre Jacques.

— Le 3 novembre, à midi, M. le Commissaire de police accompagné de M. Gauthier de Claubry, professeur à l'école de pharmacie, se transporta rue Cammartin, n. 15, au domicile de M. le docteur Wiesecke, médecin oméopathe, autorisé à exercer en France par ordonnance du Roi du 28 mars 1835, accusé de composer et de débiter des médicaments sans avoir pris un diplôme de pharmacien.

Ces messieurs trouvèrent deux casiers, à droite et à gauche de la tribune que le docteur allemand renfermant 175 cartons, dans lesquels se trouvaient une multitude de petits flacons pleins d'esprit de vin, et tous étiquetés plus grotesquement les uns que les autres. Nous en citerons seulement quelques articles.

N. 29, une pomme cuite en flacon. — N. 26, un œuf pourri. — N. 19, un œil d'âne en flacon. — N. 9, la Gazette médicale dans l'eau, pour la laver et voir ses mensonges. — N. 8, la matière médicale en flacon, pour que son esprit ne s'évapore pas. — N. 59, charbon de terre de Saint-Etienne. — N. 114, semence de chou colossal. — N. 126, tabac turc. — N. 122, tabac cardinal. — N. 4, un trognon de chou en flacon. Enfin, 12 flacons contenant : un œil de chat, un œil de renard, un œil de tigre, un œil de lapin, un œil de paon, un d'autruche, un de pelican, un de singe mâle, un de singe femelle, etc.

Tous ces précieux flacons furent mis sous les scellés, et aujourd'hui M. le docteur Wiesecke comparait devant la sixième chambre, comme prévenu de préparation et vente de médicaments sans autorisation.

M. l'avocat du Roi Anspach a fait observer au tribunal qu'avant que le débat s'engageât, il serait bon de nommer une commission d'experts à l'effet de décider si les substances saisies étaient ou non des médicaments.

M. Wiesecke, beau jeune homme, habillé avec élégance, frisé à la dernière mode, s'avance vers le tribunal, une superbe canne à pomme d'or dans la main. M. le président dit-il, je vous di-

rai qu'il m'importe que cet examen soit confié à des médecins oméopathes, les médecins allopathes n'y entendent rien du tout.

M. le président. — Eh bien! nous nommerons des pharmaciens.

M. le docteur Wiesecke. — Encore bien moins; les pharmaciens français sont des ânes et nos ennemis.

M. le président. — Attendez donc... Nous ne pouvons pas cependant nommer des marchands de modes... Le tribunal en chambre du conseil, désignera pour procéder à l'examen des substances saisies trois des personnes ordinairement investies de sa confiance. L'affaire est remise à huitaine.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Perpignan, le 28.

Les carlistes ont levé le siège de Puycedra dans la nuit du 27 au 28 sur la nouvelle que Carbo était parti de Cambrón le 27 pour les attaquer avec 2,400 hommes.

— La lettre suivante de Burgos donne quelques détails sur les forces militaires chrétiennes et leur distribution.

Burgos, le 19 novembre.

Esperero n'a pas quitté Pampelune. La colonne du général Ulibarri se compose de cinq bataillons, de quatre escadrons et d'une batterie montée. Avant sa mort, don Léon Frío avait sous ses ordres six bataillons et trois escadrons.

Le général Espinosa a sous ses ordres 18 bataillons, 5 escadrons et deux batteries.

Le général Bueras est à Vittoria, avec 10 bataillons, 3 escadrons et une batterie de la garde royale.

Il y a à Saint Sébastien douze bataillon, en y comprenant le bataillon incomplet de la légion auxiliaire anglaise, le bataillon de marine, avec trois batteries montées et 61 chevaux de la légion.

On compte à Bilbao six bataillons et 90 pièces en batterie dans l'enceinte et dans les forts. On s'occupe à Santander de la formation d'un bataillon mobile; il y a en même temps dans cette ville 400 hommes du corps franc de Cantabrie. Le brigadier Aspizue se trouve dans la Sierra avec trois bataillons et un escadron.

Nous avons à Burgos un bataillon de garde nationale mobile, 600 recrues, deux compagnies du provincial de Santiago et 20 chevaux de l'escadron franque de Valladolid. On y organise en même temps un escadron de cavalerie.

Le 1^{er} bataillon franque de Castille et d'ux compagnies du troisième couvrent les routes de Santander, Vittoria, Valladolid et Aranda. Ces troupes sont échelonnées à une bonne journée de la place. Deux autres colonnes de 100 hommes chacune fournissent des détachements sur cette ligne. Leurs chefs ont des ordres énergiques pour agir contre les bandes carlistes disséminées.

— Un post scriptum du *Mémorial des Pyrénées* du 30 novembre contient ce qui suit :

« A l'instant, on nous écrit que le courrier de l'ambassade de France à Madrid, qui arrive ordinairement à Pau le mardi, a été arrêté et presque massacré près d'Arcos, en Espagne. Les dépêches dont il était porteur ont été toutes déchirées, et ce malheureux, contraint de se faire soigner, a été obligé de les confier à un courrier espagnol pour les porter jusqu'à destination. »

— On lit dans le même journal : « Cabrera, profitant de l'éloignement d'Orta, est venu de nouveau menacer Valence avec 6,000 hommes; on se battit le 17 devant cette ville, et le chef chrétien qui la défendait avec des forces insuffisantes avait dû faire demander des secours. »

— Les débris de la légion étrangère réunis à Jaca, sous les ordres du lieutenant-colonel Ferrary, viennent de rendre à la cause de la Reine et de l'ordre un service qu'il faut ajouter à la nombreuse nomenclature de tous ceux qu'elle a si glorieusement accomplis depuis plus de deux ans que ce corps est en Espagne. Voici le fait tel qu'il

nous est rapporté dans une lettre de Jaca du 23 de ce mois; nous pouvons en garantir l'exactitude.

« Le lieutenant-colonel Ferrary, commandant la légion française, ayant été appelé avant-hier (21 novembre) à huit heures du soir chez le gouverneur de la place, s'y rendit sur-le-champ et reçut l'ordre de lui prêter main-forte aussitôt avec les forces qu'il avait sous ses ordres, attendu qu'une révolte allait éclater dans la citadelle. Le commandant de la légion se hâta de rassembler la compagnie sacrée, ainsi que 80 sous-officiers et soldats, et une heure après il entra dans la citadelle avec cette poignée d'hommes. Pendant ce temps, le reste de la légion, cantonné dans les environs de Jaca, arrivait en toute hâte pour appuyer le lieutenant-colonel Ferrary et assurer l'exécution des mesures dont il était chargé.

« A dix heures du soir, en effet une compagnie entière du régiment de Soria, qui faisait partie de la garnison de la citadelle, avait été désarmée; un officier, plusieurs sous-officiers et soldats désignés comme les plus mutins étaient arrêtés. Le projet des conspirateurs était de s'emparer de la citadelle pendant la nuit, d'arrêter les autorités, et de dicter ensuite des conditions dans le sens des rebelles.

« Heureusement, la présence de la légion française à Jaca, et sa promptitude à occuper les postes dans l'intérieur de la citadelle, a fait avorter le complot. Aujourd'hui tout est rentré dans l'ordre.

(Phare de Bayonne.)

Le journal de la Presse annonce que d'ici à la fin de Décembre, c'est-à-dire dans le délai d'un mois, elle publiera, afin de clore avec éclat sa session littéraire :

LES FÉVERÉZAYS, comédie en trois actes, par M. EUGÈNE SCRIBE, LES MÉMOIRES D'UN ESCORTÉ, roman par M. EUGÈNE SUE; CALIGULA tragédie en cinq actes par M. ALEXANDRE DUMAS; LE PAÏSE CHARLES MARIE TALLEYRAND DE PÉRIGORD, par M. CAPEFIGUE; LA MAISON NGUENIN, roman par M. DE BALZAC.

Tout cela sans préjudice de ses feuilletons réguliers, du COCHER DE PONTYVEY et du COCHER DE PARIS, toujours si impatiemment attendus.

Le nom que cache celui du V^e CHARLES DE LAUSAY, n'est pas maintenant un secret pour personne, tout le monde sait que le spirituel Vicomte Charles de Lausay n'est autre que M. EMILE DE GUARDAS qui a déjà rendu si célèbre le nom de DELPHINE GAY.

Les bureaux de la Presse sont rue St George n. 16. — 12 fr. pour 3 mois. — 22 fr. pour 6 mois. — 50 fr. pour un an.

(La commission d'usage se paye en sus aux Directeurs des Bureaux de poste et de Messageries, et aux Libraires.)

VARIÉTÉS.

LE ROI DES SORCIERS. — 1620.

C'était un joyeux enfant de la Province que Louis de Ganfridy. Il aimait les plaisirs de la table; il avait dans le caractère un grand fond de gaieté; et possédait l'art de donner une face plaisante aux choses les plus simples. Il était né à Beaufort, village situé près de la montagne de Grasse, en Provence, environ l'an 1580. Il était fils d'un berger et neveu de Christophe de Ganfridy, curé de Pourrières, village voisin de Beaufort, qui le fit étudier. Un jour, son oncle trouva un petit livre contenant environ dix feuillets remplis de quarante caractères ou chiffres, et de deux vers français au bas de chaque page. Ce bon ecclésiastique ignorait absolument ce que c'était que cet ouvrage; mais la figure bizarre des caractères lui fit croire que c'était une chose fort précieuse et qu'il devait transmettre à son neveu. Il le

lui envoya donc six mois avant sa mort, et lui recommanda de le conserver avec grand soin. Ganfridy ne fit pas grande attention à ce présent et l'oublia pendant cinq ans entiers.

Un jour, il cherchait des épîtres de Cicéron, pour en faire présent à un écolier auquel il était attaché. Le livre fatal de son oncle tomba sous sa main; c'était un grimoire. Il l'ouvrit, lit les vers français, et le diable lui apparut soudain. Il avait une figure humaine.

« Tu m'as évoqué, lui dit-il. Je suis prêt à remplir tes desirs, mais que me donneras-tu? — Que veux-tu que je te donne, dit Ganfridy? — Le démon lui demanda qu'il lui rapportât toutes ses bonnes œuvres. Ganfridy, consentit à ce pacte et en échange il exigea que le diable le fit jouir dans le monde d'une grande réputation de sagesse, surtout parmi les personnes distinguées par leur probité; d'un autre côté, qu'il lui donnât la facilité de posséder au gré de sa passion les objets qui irritaient ses desirs. Etant ainsi convenus de leurs faits, ils firent entre eux un écrit double, que Ganfridy signa de son sang.

Toutes ces choses sont rapportées très-sérieusement. Lucifer se montra fidèle dans l'exécution de ses engagements. Ganfridy, malgré ses goûts voluptueux, n'avait besoin, pour soumettre à ses desirs la vertu la plus farouche, que d'un souffle. Tels sont les vœux que la torture et la faiblesse de son cerveau ébranlé par l'idée du supplice lui ont arrachés.

Cette haute réputation de sagesse lui avait donné accès dans la maison du sieur Mandols de la Pallus, gentilhomme de Marseille; il s'était acquis la confiance de toute la famille. Ce gentilhomme avait trois filles plus belles les unes que les autres. Il voulut se faire aimer de l'une d'entre elles qu'il s'appela Magdeleine. Des sentiments qu'elle ne pouvait démentir inspirèrent tout à coup à cette enfant une mélancolie extrême qui fit naître quelque inquiétude sur sa santé. Les médecins, ne pouvant découvrir la cause du mal qui la dévorait, se contentèrent de lui donner le conseil de prendre l'air. Elle partit pour une bastide ou métairie voisine de Marseille. Ganfridy ne l'abandonna pas, il lui rendait de fréquentes visites dans cette retraite. La mélancolie de la jeune fille qui la portait sans cesse à chercher un objet sur lequel elle pût se fixer, la poussa à se réfugier dans un couvent près d'Aix. Là, éloignée de l'objet qui faisait naître dans son cœur un desordre dont son innocence ne pouvait pas se rendre compte, elle recouvra sa tranquillité et elle passa trois ans sans que sa santé ni son esprit éprouvassent la moindre perturbation.

Ganfridy n'avait pas perdu de vue ses projets; il jugea que le moment était venu où le tems avait mis la dernière main aux attraits de celle qu'il aimait; il se rendit donc à Aix. Avec lui, la mélancolie reparut; il réussit auprès de Magdeleine. Les grilles du couvent l'importunaient, il la ramena au sein de sa famille.

Les extravagances de M. de Mandols firent enfin ouvrir les yeux de sa famille et du public sur leur véritable cause; les choses furent poussées à un tel point que la vérité se manifesta. La jeune personne, pressée de questions par ses parents, avoua tout; mais elle prétendit que Ganfridy était magicien et l'avait ensorcelé. La multitude, fort ignorante et fort portée à croire aux sorciers, accepta sans hésiter cette explication, trop favorable d'ailleurs aux idées de la famille pour que celle-ci ne s'empressât pas de l'accréditer. Magdeleine racontait de merveilleuses histoires, disait que Ganfridy l'avait fascinée à tel point qu'il lui avait fait faire successivement sept à huit pactes avec le démon.

Au lieu de traiter de rêveries cette étrange déclaration, on la traita sérieusement. Un inquisiteur d'Avignon voulut exorciser M. de Mandols et consentit à lui entendre répéter toutes les absurdités qu'elle avait déjà produites.

Le parlement de Provence s'en mêla. Au lieu de voir dans ces faits l'effet d'un cerveau malade; au lieu de voir que les vrais charmes de Ganfridy

étaient ceux de sa personne, de sa persévérance et de son enjouement, on entamait une instruction judiciaire.

M^{lle} de Mandols jura le rôle de possédée; elle fit des efforts pour s'élever en l'air; elle se disait sous la domination d'Amodée, puis s'écriait que Ganfridy était un homme de bien, méritant qu'on lui dressât des autels, et que tout ce qu'elle avait dit contre lui n'était qu'impostures; elle recommençait ensuite le détail de tout ce qu'elle avait fait avec lui, et, un instant après, elle voulait déchirer le papier sur lequel le greffier venait d'écrire le aveu qu'elle retraçait. Le sieur Garandau, grand-vicaire de l'archevêque d'Aix, présent à un de ces interrogatoires, lui mit dans la bouche les doigts sacrés, l'index et le minimum, ceux qui servent à donner la bénédiction. La possédée ayant fait semblant de les mordre, il lui dit de le faire hardiment. « Donnez-moi les autres, répondit-elle, et vous verrez comme je les briserai et les broierai. »

Elle ne cessa, étant dans son bon sens, d'assurer que, depuis quatorze ans que Louis était prince des magiciens et roi des sorciers, il faisait tous les jours tenir le sabbat qui, avant lui, ne se tenait qu'une fois par semaine. Le juge s'étant écrié : « Voilà un beau prince qui est un misérable qui ne possède rien ! » Elle répondit que Ganfridy avait de l'argent autant qu'il en voulait, parce que les diables peuvent pêcher des richesses dans la mer.

Les interrogatoires de la jeune fille se terminèrent de sa part d'une manière qui prouve, dans un âge aussi tendre, un grand fond d'astuce : l'ai tout avoué, dit-elle avec humilité, à M. du Vair, premier président, et à vous, monsieur, qui m'avez interrogée. J'espère que la cour sera touchée de ma jeunesse et qu'elle considérera que j'ai été séduite et abusée par un magicien, et qu'elle me dérobera à la peine de mes crimes. » Après qu'on l'eut assurée qu'on lui ferait grâce, elle se trouva très-consolée et remercia les juges qui étaient présents.

(La suite au prochain Numéro.)

ANNONCES.

BARREAU ITALIEN

OU

CHOIX DE PLAIDOYERS DES AVOCATS ITALIENS,

TRADUIT

PAR A. ARRIGHI, AVOCAT À LA COUR ROYALE DE BASTIA.

Prospectus.

La belle collection du Barreau Français est un monument élevé à l'éloquence judiciaire de notre pays. Mais elle n'en a pas moins une place distinguée dans la bibliothèque de tous les avocats étrangers.

On n'a pas tardé à s'apercevoir que si notre Barreau a fait revivre, par son éclat, les beaux jours de l'éloquence ancienne et n'a plus rien à envier aux triomphes du forum, il ne fallait pas qu'une admiration exclusive nous fit dédaigner les productions étrangères. De là vint l'heureuse idée de réunir dans un recueil les plaidoyers de tous les orateurs qui ont illustré la barre anglaise.

Aujourd'hui que, malgré la différence de nos institutions, l'Italie tend sans cesse à se rapprocher des formes de notre gouvernement, que nos rapports littéraires se multiplient et se resserrent chaque jour davantage, nous avons pensé que c'était favoriser la fusion des idées et la marche des esprits vers un but commun, le progrès et la gloire de l'éloquence judiciaire, que de publier des plaidoyers inconnus parmi nous. Si la publicité des débats n'ouvre pas l'enceinte de tous les tribunaux italiens devant un auditoire nombreux, si la parole de l'avocat ne va plus remuer les passions de la multitude, comme au temps des Cicéron, des Crassus et des César, le Barreau Italien n'en compte pas moins des chefs d'œuvre, et peut se glorifier à son tour d'un grand nombre d'orateurs célèbres.

Le vœu des juriscultes en appelle de puis long-temps la traduction.

M. Arrighi, l'un des avocats les plus distingués de la Cour Royale de Bastia, s'est voué à cette œuvre avec une ardeur soutenue et qui lui présage le plus brillant succès. Versé dans la langue italienne, il a pu rassembler avec discernement des plaidoyers remarquables autant par leur mérite oratoire, que par la profondeur de la science.

Des procès de filiation légitime, d'adultère, de séduction, offriront une peinture fidèle des mœurs domestiques de la haute société. Semblable à l'éloquence irlandaise et subissant comme elle la poétique influence du climat, la parole des orateurs italiens est vive, chaleureuse, pittoresque. Mais le mouvement et les images n'ont rien à la vigueur du raisonnement. Aussi, remarquera-t-on que dans presque toutes les plaidoiries, les secrets de l'art oratoire s'accordent avec les règles d'une saine logique. Notre but étant de présenter à la jeunesse du Barreau des leçons et des modèles également applicables à l'art de la parole et à la pratique des affaires, nous avons mis de côté toutes les productions qui n'offrent point ce double caractère.

Chaque plaidoyer sera précédé d'un exposé, précis et souvent dramatique. On trouvera aussi dans l'ouvrage, la biographie des avocats dont nous rapporterons la défense. Pour que ce recueil obtienne le suffrage du public et ne dépare point la bibliothèque de l'homme de loi, M. Arrighi s'est monté extrêmement sévère dans le choix des plaidoyers qu'il a tirés de volumineuses collections. Les membres du Barreau Italien ont vu avec plaisir qu'un avocat français rassemblât les monuments épars de l'éloquence judiciaire de leur pays. Quelques-uns d'entre eux lui ont livré des documents précieux, et promettent de favoriser, de tout le crédit de leur haute position, ses recherches laborieuses. La langue française a de l'attrait pour toutes les nations de l'Europe. Les gens de lettres de l'Italie attachent autant de prix que nous à cette nouvelle branche de la littérature moderne. Cette sorte d'intérêt dramatique que les grands talents savent répandre sur les grandes causes judiciaires, existe au plus haut degré dans le plus grand nombre des plaidoyers, dont nous avons entrepris la traduction. Tels sont les motifs de notre confiance dans les succès de cette œuvre intéressante. Le soin soigné et consciencieux de son auteur est un sûr garant de sa brillante exécution.

Conditions de la Souscription.

L'ouvrage, imprimé sur beau papier carté vélin, formera 6 volumes in 8.^o
Le prix de chaque volume sera de 7 fr. 50 c.
Le 1^{er} volume paraîtra dans le courant de Février.

ON SOUSCRIT A PARIS.

Chez PONCE LEVAS et C^e, Éditeurs, rue Grange-Batelière, 18.

Au BUREAU DE LA SOCIÉTÉ DES DICTIONNAIRES, rue des Filles St Thomas, 5.

Chez VAREE, VILCOU, TREUTTEL, BELLIZARD, ARTHUR BERTRAND, et BERGOUNGNOUX.

Dans les départements, chez les principaux Libraires.

A Florence, chez M. G. P. VIEUSSEUX.

Chez les Frères FABIANI à Bastia.

DEI DOVERI

DEGLI UOMINI.

DISCORSO AD UN GIOVANE, di SILVIO PELLICO. — Prix 75 centimes.

L'INDIENNE, liqueur brevetée du Roi approuvée par l'Académie royale de médecine, douce, saine, agréable au goût, vraie liqueur de table; elle jouit des propriétés de faciliter la digestion, d'arrêter immédiatement les nausées, les vomissements, la diarrhée, de faire cesser les fluxions et autres dérangements du ventre.

Dépôt central, M. Lenoir, aux templiers rue montmartre 149 à Paris.

Les expériences concitantes, les approbations des savants, des académies et sociétés royales de médecine, des commissions nommées par le gouvernement, les brevets et ordonnances insérées au Bulletin des Lois (5 août et 1^{er} novembre 1833), attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON

Qui guérit les PALPITATIONS, les TOUX, les RHUMES, l'ASTHME et les CATARRHES, en modérant l'action du COEUR, en calmant les NERFS et en agissant directement sur le SANG et sur les VOIES URINAIRES.

À la pharmacie, à Paris, chez M. Lenoir, 149, rue Montmartre.

LA CRÉOSOTE BILLARD, contre les

MAUX DE DENTS.

Enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées. — Le flacon est carré et toujours accompagné d'une instruction. — Pharmaciens dépositaires.

Sampolo, à Ajaccio; Louis Gregori, à Bastia.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 6 au 13 décembre 1837.

ARRIVÉES.

LE ROUSSE, mistick le Pipi, cap. Gentil.
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.
LIVOURNE, mistick St-Joseph, cap. Benigni.
GENÈS, Bateau à vapeur Carme, cap. Figallo.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.
TOULON, Bateau à vapeur le Par, cap. Valzi.
BONIFACIO, mistick Conception, cap. Lorenzi.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.

DEPARTS.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.
TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.
RIO, (le d'Elbe) brigantin Ste-Catherine, cap. Regini.
LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, cap. Lota.
St-FLORENT, tartane Conception, cap. Gussitella.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'Imprimerie de C. Fabiani.

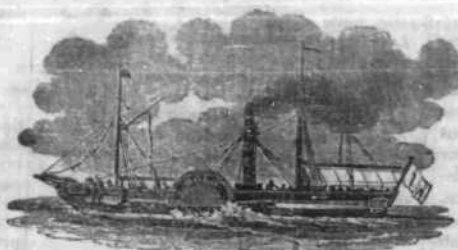
MERCREDI 30 DÉCEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

APOSCHE-crepuscule de L'ÉPÉELETIERE BOURGON et C^e, rue N. Dame des victoires N° 28.
A la librairie correspondance de PL. JUSTIN et C^e rue Gallon N° 13; à la correspondance commerciale, de PIGNERRE DE LA BOUTILLON rue St-Hippolyte 207, ou l'on reçoit en mandat pour l'insalubrité française.



L'Insulaire Français

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

On lit dans le National et la Gazette de France:

« Des détails sont arrivés au ministère sur les élections d'Ajaccio et de Bastia, et ils ont produit une grande sensation. Le scandale a été si grand que le ministre de l'intérieur a cru que le pouvoir ne pouvait pas en accepter la responsabilité, et il a été décidé, dit-on, dans un conseil des ministres, que M. Jourdan, préfet d'Ajaccio, et le sous-préfet de Bastia, seraient révoqués de leurs fonctions.

« Une grande opposition s'était formée à Bastia contre l'élection de M. Horace Sébastiani, et tout faisait croire qu'il échouerait dans cet arrondissement. Mais le préfet a envoyé, au moment même des élections, une nouvelle liste électorale, sur laquelle 20 individus qui ne payaient plus le cens et qui avaient été rayés sur les listes des années précédentes étaient portés de nouveau. Le sous-préfet, qui attendait cette liste et qui ne la voyait pas arriver, avait fait retarder de deux heures toutes les horloges de la ville. Soixante électeurs, indignés de pareilles manœuvres, s'abstinrent de voter et déterminèrent l'élection de M. Horace Sébastiani, qui même aurait échoué malgré cette désertion, sans la jonction des vingt faux électeurs.

« Cette élection a donné lieu à une protestation qui se couvre de signatures et qui sera envoyée à la chambre dès l'ouverture de la session. »

Nous avons hésité à insérer dans notre journal l'article, que l'on vient de lire. Si nous n'écrivions que pour notre département, il est certaines erreurs, que nous n'aurions pas besoin de relever. La raison publique en ferait immédiatement justice. Mais nous tenons à ce que, sur le continent français, on ait une juste idée de ce qui se passe parmi nous, d'autant qu'on y prend facilement le change sur l'état de ce pays, et qu'à propos de tout, les journaux s'y montrent d'une déplorable facilité à accueillir les allégations les plus mensongères et les contes les plus ridicules.

Il est dit dans l'article du National et de la Gazette de France, qu'au moment même des élections, le Préfet a envoyé une nouvelle liste électorale, sur laquelle 20 individus, qui ne payaient plus le cens, et qui avaient été rayés sur la liste des années précédentes, étaient portés de nouveau. Les correspondants du National et de la Gazette de France ne pouvaient alléguer la vérité d'une manière plus grossière. Jamais le Préfet n'a songé à envoyer de nouvelle liste électorale. Si dix huit électeurs qui n'avaient point été

QUATRIÈME ANNÉE, N° 162.

PAIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Pris d'insertion, 40 c. la ligne.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES MERCREDIS.



Cour. Le bureau prononça leur admission et ne pouvait en effet s'y refuser sans commettre une criante injustice.

Voilà pour ce qui concerne la nouvelle liste électorale du Préfet.

Parlerons-nous maintenant du retard de deux heures donné à toutes les horloges de la ville par les ordres du Sous-Préfet de Bastia, autre circonstance, qui aurait donné lieu à la réunion du Conseil des Ministres où la révocation de ce fonctionnaire aurait été arrêtée, ainsi que celle du Préfet de la Corse?

Si le Conseil des Ministres a dû s'assembler, comme on le dit, au sujet des élections de la Corse, certes, la matière n'aura point manqué à ses délibérations. Il avait par exemple, à examiner comment certain Procureur-Général après avoir été nommé député dans un des collèges, du continent, par l'influence du ministère, avait pu s'oublier jusqu'au point de venir quinze jours après, dans un autre collège disputer l'élection à un des premiers fonctionnaires de l'état, et y devenir le candidat du National et de la Gazette de France : comment un autre Procureur-général, celui-là même qui exerce ces graves fonctions près la Cour de Bastia, avait pu pousser la mauvaise humeur jusqu'au point d'ordonner une procédure monstrueuse contre un commissaire de police, coupable uniquement d'avoir maintenu la tranquillité publique, le jour des élections, contre les efforts des perturbateurs; comment, ensuite, il avait pu assister à un banquet donné par l'opposition, et y prendre la parole sans y prononcer le nom du Roi et sans protester contre l'oubli, qui en avait été fait, dans les nombreux toasts, dont la salle du festin avait retenti.

Le Conseil des Ministres avait aussi à examiner jusqu'à quel point il est permis au Premier Président d'une Cour Royale, qui ne compte qu'un seul département dans son ressort, de fatiguer dix années durant, de ses sollicitations, tout un corps électoral, malgré quatre échecs successifs, tandis qu'on sait que la loi frappe d'incapacité un simple receveur de finances et lui défend de concourir pour la députation, dans le département où il exerce ses fonctions. Tout cela a dû donner lieu à de mûres délibérations dans le sein du conseil des Ministres et nous croyons entendre les paroles sévères du Ministre de la justice, surtout lorsqu'il aura été question de ce cri féroce poussé par un magistrat, au moment où le bureau venait d'admettre

(1) Art. 34. Les réclamations portées devant les préfets en conseils de préfecture, et les actions intentées devant les cours royales par suite d'une décision qui aura rayé un individu de la liste, auront un effet suspensif.

(2) Art. 46. Nul ne pourra être admis à voter, soit pour la formation du bureau définitif, soit pour l'élection du député, s'il n'est inscrit sur la liste affichée dans la salle et remise au président. — Toutefois le bureau sera tenu d'admettre à voter ceux qui se présenteraient munis d'un arrêt de la cour royale, déclarant qu'ils font partie du collège, et ceux qui justifieraient être dans le cas prévu par l'art. 34 de la présente loi.

les dix-huit électeurs qui avaient présenté leurs pourvois : Il faut entrer dans la salle et les égorger tous !

Mais aux élections de la Corse il s'est passé quelque chose de plus grave encore, s'il est possible, et qui a dû éveiller au plus haut degré l'attention du gouvernement. N'est-ce pas sous le patronage d'un célèbre diplomate, au service d'une puissance étrangère, qu'a marché, enseignes déployées, l'opposition qui combattait en Corse les candidats du gouvernement ? et n'a-t-on pas vu, sur une terre française plusieurs agents de l'étranger se faire le centre de toutes les intrigues, mettre en mouvement toutes les passions, menacer et promettre à haute voix, et même temps qu'ils annonçaient aux adeptes la prochaine venue d'un mystérieux messie qui devait réaliser toutes les espérances et combler tous les vœux.

Voilà des faits, dont le Conseil des Ministres a eu sans doute à s'occuper, beaucoup plus que du retard de deux heures donné à toutes les horloges de la ville. Pour l'édification des lecteurs du *National* et de la *Gazette* il nous eût été facile d'en accroître le nombre, car ce qui s'est passé aux élections de la Corse est jusqu'ici sans exemple, mais nous pensons en avoir assez dit pour prouver la fausseté des allégations insérées dans l'article, que nous avons extrait de ces journaux, et pour mettre ces journaux eux-mêmes en garde contre la véracité de leurs correspondants. Ce sera aussi un avertissement donné à nos adversaires, assez oublieux de leur histoire, pour ne pas nous savoir gré de la modération dont nous avons usé jusqu'ici à leur égard, et pour se livrer à des provocations qui ne peuvent leur attirer que de fâcheuses représailles.

On lit dans le *Journal de la Corse* :

Nous appelons l'attention de nos concitoyens sur les documents suivants. Ils leur feront connaître toute l'importance des travaux aux quels notre administration des ponts et chaussées se livre avec un zèle et une activité des plus louables, et les mettront à même de bien apprécier tout ce que le département de la Corse doit à la munificence du gouvernement du Roi et à la justice des chambres.

Projets présentés par M. Fourier, Ingénieur en chef, depuis son arrivée en Corse au commencement de juin 1837.

ROUTES ROYALES.

Le 11 juillet. — Projet de perfectionnement de la partie de la route n° 193, d'Ajaccio à Bastia, entre le quai d'Ajaccio et la caserne St-François, montant à 8,000 fr.

Le 16 août. — Ouverture de la route n° 196, d'Ajaccio, à Bonifacio partie entre la pépinière départementale et Campo-di-Lero 22,000

Le 19 août. — Ouverture de la route n° 197 de Calvi à Corte, entre Calvi et le pont Bambino 25,000

Le 26 août. — Construction d'un pont sur le torrent de Capano (route n° 193) 5,700

Le 26 août. — Construction d'un pont sur le torrent des étroites route n° 194 de Bastia à St Florent 7,000

Le 28 août. — Rectification des pentes de la route n° 193 aux abords de la Casamozza 9,000

Le 29 septembre. — Rectification des pentes de la route entre la borne 141 et les Porette 16,700

Le 14 octobre. — Construction de pontceaux de San-Bernardino et des

Sirette, route n° 194.	6,300
Le 17 octobre. — Construction de pontceaux et rectification des pentes de la route n° 193, entre Ponte-Novo et le pont du Gelo.	18,000
Le 18 octobre. — Ouverture de la route n° 198, entre St-Jean et Cauro	52,000
Le 18 octobre. — Rectification d'une partie de la route n° 193 de Sagone à la forêt d'Aitone	48,000
Le 28 octobre. — Rectification de la partie de la route n° 193, entre le pont de Vitulicchio et l'entrée du village de Bocognano	80,000
Le 9 novembre. — Construction d'un pont sur le torrent Bonelli (même route)	11,500
Le 1er décembre. — Nouvelle traverse de Bastia	180,000
Total	489,200

PORTS MARITIMES ET DE COMMERCE.

Le 29 juillet. — Construction d'un nouveau réservoir des fontaines d'Ajaccio	34,500 fr.
Le 28 août. — Réparation à la pointe du môle de Bastia.	30,000
Le 2 octobre. — Construction d'un môle à Algajola	70,000
Le 29 novembre. — Construction d'un embarcadere et d'une jetée à Propriano	90,000
Le 30 novembre. — Construction d'un môle à l'île-Rousse	550,000
Le 2 décembre. — Construction d'un môle à Macinaggio	100,000
Total	874,500

RECAPITULATION.

14 Projets pour les routes royales et ponts	489,200 fr.
6 Projets pour les ports maritimes	874,500
Total	1,363,700

Indépendamment des travaux que nous venons d'énumérer, nous avons la certitude que les projets suivants seront remis à la préfecture avant la fin de cette année.

Route royale n° 193 d'Ajaccio à Bastia. Rectification aux abords de Ponte-Novo. Le projet est terminé et monte à 130,000 fr.	130,000 fr.
Rectifications entre le Ponte-Novo et le Ponte Gulo. — Projet presque achevé	60,000
Route royale n° 195 de Sagone à Aitone. Rectification de la seconde partie de la côte de Testri	60,000
Route royale n° 196 d'Ajaccio à Bonifacio. Construction entre le commencement du Campo de Loro et la chapelle Saint-Jean près de Cauro.	200,000
Construction entre Cauro et le col St-Georges	70,000
Construction entre la rivière de la Rizzanese et Sartène	80,000
Route royale n° 197 de Calvi à Corte. Construction entre Belgodere et le col de San-Colombano	100,000
Construction entre le pied du monte San-Colombano et Ponte alla Leccia	200,000
Port de Calvi. Prolongement du môle et construction d'un quai	30,000
Port de l'île-Rousse. Réparation du môle et construc-	

tion du quai	30,000
Total	960,000

On ne tardera pas en outre à faire les opérations pour les débarcadères à établir à Sagone, Cargèse, Porto, Girolata et Galeria; pour les mûles à établir à Centuri, et à St-Severa. On s'occupera aussi des travaux que peut réclamer le port de St-Florent.

On commencera bientôt les études pour le projet du prolongement du quai d'Ajaccio. Celles du projet d'un port à établir à Bastia, à St-Nicolas et d'une ligne de quais à construire tout autour du port actuel sont déjà fort avancées.

Incassablement on fera les études de la route à l'entrée de Corte, et l'on continuera pour les autres routes royales, les études qui seront achevées à la fin de l'année prochaine.

Cet aperçu des travaux commencés et des projets dont l'exécution aura lieu plus tard que plus tard, nous dispense de longs commentaires. Jamais gouvernement eût-il pour notre pays des dispositions plus bienveillantes? Jamais la Corse a-t-elle reçu tant de bienfaits? Nous ne sommes pas étonnés aussi qu'elle se montre reconnaissante et dévouée. Mais nous ne pouvons pas concevoir que les immenses avantages, dont nous sommes dotés, ne frappent pas tous les esprits, et qu'il se trouve encore parmi nous quelques personnes aveugles au point de faire une opposition inutile et capables de refuser leur concours à une administration et à un gouvernement qui nous comble de bienfaits.

PARIS.

NOUVELLE CONSPIRATION.

Des bruits de complot et de conspiration découverte ont circulé aujourd'hui dans Paris. Le gouvernement croit de son devoir de porter sans aucun retard à la connaissance du public l'exacte vérité, afin de prémunir les bons citoyens contre des inquiétudes exagérées.

Depuis quelque temps, le gouvernement était sur la trace de projets sinistres qui se tramait contre la vie du Roi. Il la suivait avec cette surveillance calme et discrète qui déjà plusieurs fois, sans bruit et sans éclat, a prévenu et déjoué de mauvais desseins.

Dimanche dernier, les autorités locales de Boulogne-sur-Mer arrêteront un homme muni d'un faux passeport, et saisissent dans son portefeuille des pièces très graves qui le désignent, aussi bien que les renseignements eux-mêmes déjà recueillis par le gouvernement, comme l'homme qui semblait destiné à l'exécution du complot.

C'est un amnistié d'avril, c'est un de ceux en petit nombre qui sont restés insensibles à un acte de clémence accueilli avec reconnaissance par la plupart des condamnés. Par suite des papiers contenus dans son portefeuille, quelques arrestations ont eu lieu, et la justice informe sur toute cette affaire.

Un complot contre la vie du Roi a été de nouveau formé; il devait avoir pour homme d'exécution un sieur Hubert, amnistié d'avril, compromis depuis le complot de Neuilly.

Voilà ce que nous avons recueilli à ce sujet: Hubert, qui était allé récemment en Angleterre, a laissé échapper par mégarde son portefeuille, en débarquant par mégarde son portefeuille. Il pleuvait à verse. Un des douaniers, ayant remarqué ce portefeuille, lui cria de revenir sur ses pas pour le recevoir de ses mains, mais soit que Hubert ne l'ait pas entendu, ce qui est probable, par le temps et le bruit qu'il faisait, soit qu'il eût hâte de gagner son domicile, il disparut très rapidement sans qu'on cherchât autrement à le retenir.

Il paraît qu'Hubert avait fait dessiner en Angleterre le plan d'une machine infernale fort

compliquée. Nous ignorons toutefois si elle a été confectionnée en Angleterre, ou si elle devait être confectionnée en France. L'époque où on devait en faire un exécutable essai n'était pas encore décidée. On ne croit pas qu'il dût avoir lieu le jour de l'ouverture des Chambres.

Hubert voyageait sous le faux nom de Stiegler avec un passeport de la préfecture de police. Son portefeuille, qui n'a été ouvert que le lendemain du jour où il a été ramassé, contient, dit-on, d'importantes indications.

Plusieurs personnes sont compromises. On cite entre autres un magistrat inamovible institué vers la fin de 1833. Hubert a été arrêté à Boulogne le 10. Il va être transféré à Paris.

Il avait fait, sous d'autres faux noms, deux autres voyages en Angleterre, dont le but principal paraît avoir été de confier avec d'habiles mécaniciens de Londres et de Birmingham.

On parle de huit personnes qui jusqu'ici ont été arrêtées; mais on assure que l'autorité supérieure n'aurait pas servi avec autant de rigueur si, par l'effet des circonstances, le parquet ne s'était trouvé saisi de cette affaire, et amené forcément aux mesures réclamées par la loi.

Ce n'est en effet qu'àux hommes placés au sein du gouvernement qu'il appartient de s'accorder qu'une faible importance, et de traiter presque avec dédain ces sortes de tentatives insensées, et d'étouffer sans bruit tous ces complots rêvés par des cerveaux malades. Il y a eu bien des avortements de ce genre depuis l'ordonnance d'amnistié, et on doit savoir gré au ministre de l'intérieur et au préfet de police, d'avoir évité au pays des inquiétudes pénibles.

Quelques autres renseignements nous apprennent que le brigadier de la douane qui avait trouvé le portefeuille de Hubert, après avoir vainement attendu vingt-quatre heures pour qu'on vint le réclamer, en fit lui-même la visite dans la vue de savoir s'il ne trouverait pas quelques indices sur le nom et la demeure de son propriétaire. Sa surprise fut grande en voyant les dessins et les papiers qu'il contenait. Il alla aussitôt faire sa déclaration à l'autorité; on se mit en quête, et on finit par découvrir l'individu auquel le portefeuille appartenait. Celui-ci en reconnut, dit-on, le contenu, et en paraissa les différentes pièces; dès lors on l'arrêta comme porteur d'un faux passeport. C'est sous cette prévention qu'il a été écroué.

S'il faut en croire des personnes d'ordinaire bien informées, le ministère, après les nombreux procès politiques poursuivis avec tant d'éclat, n'attacherait pas une grande importance à celui-ci, et renverrait simplement les accusés devant les assises pour y être jugés.

On lit dans le *Moniteur* : Mgr. le duc de Nemours est arrivé le 8 au Havre à bord du bateau à vapeur le *Phare*, encore souffrant d'un douloureux accident. Pendant la traversée, qui a été aussi pénible qu'orageuse, et par suite d'un choc violent, causé par les mouvements subits du navire, le prince a été renversé et s'est cassé le bras gauche. Nous nous empressons d'annoncer que le mal n'a pas eu de suites fâcheuses, et que S. A. R. n'a pas même eu à subir les accidents qui accompagnent ordinairement ce genre de blessure. Le danger que le prince a couru lui a fourni d'ailleurs une nouvelle occasion de montrer son courage et son sang-froid.

Au moment où S. A. R. quittait Oran pour revenir en France, les vents contraires après l'avoir obligé deux fois de rentrer dans le port, le portèrent ensuite vers Gibraltar. C'est alors que le prince qui n'avait reçu à Oran aucune nouvelle d'Europe, se décida à revenir par le Havre, dans la crainte que les vents après avoir continué à lui être contraires dans la Méditerranée, ne le fissent dans l'impossibilité d'arriver à Paris assez tôt pour accompagner le roi à l'ouverture des chambres. En informant Sa Majesté de son arrivée au Havre, le prince a témoigné ses regrets de ne pouvoir se rendre dans le Midi, immédiatement après la séance royale, ainsi qu'il en avait l'intention, mais il a annoncé en même temps, qu' aussitôt que l'état de son bras le lui permettrait, il demanderait au roi de faire ce voyage, afin de visiter les blessés et les malades de Constantine et de remercier les villes de Lyon, de Marseille, de Toulon de la réception qu'elles lui avaient préparée.

S. A. R. encore trop souffrante pour supporter la voiture doit revenir à Paris sur un bateau à vapeur. Nous n'avons pas besoin de dire l'inquiétude du roi et de la famille royale à la nouvelle de l'accident arrivé à ce prince, qu'on se félicitait de voir échappé, avec un si rare bonheur, aux boulets et aux balles des Arabes.

S. M. la reine, LL. AA. RR. Mgr. le duc d'Orléans, Mgr. le duc d'Angoulême et S. A. R. Mlle. la princesse Clémentine, sont partis ce soir pour aller au devant du duc de Nemours. On espère que le prince sera du retour à Paris dans la journée de lundi ou de mardi.

La sensation qu'a produite la fameuse protestation des sept professeurs dure toujours, et il en a été répandue des milliers d'exemplaires dans le pays. Les conséquences de cet acte semblent acquiescer plus d'importance que l'on ne s'y était attendu dans l'origine. Le curatariat de l'Université, auquel la protestation avait été adressée, l'avait renvoyée à ses auteurs, en leur faisant remarquer que cette démarche était si grave et pouvait entraîner des résultats si importants pour eux, qu'on les prierait de réfléchir encore avant de prendre un parti définitif; mais les signataires de la protestation l'ont adressée de nouveau au curatariat, puis ils ont été destitués. En attendant, on ne néglige rien pour faire respecter les mesures promulguées par le ministère. Toutes les autorités ont reçu des rescrits qui leur enjoignent d'inviter leurs subordonnés à ne point manifester en public leur opinion sur les actes du gouvernement de S. M. Quelques conseillers, qui s'étaient prononcés trop librement à cet égard, ont été renvoyés. Le landrost (grand-bailli) de la province de Lunenburg a donné sa démission par les mêmes motifs. Nous apprenons que certaines corporations électorales ont l'intention de protester contre le manifeste du 1^{er} novembre dernier.

Le ministère anglais a remporté une victoire importante dans la discussion relative aux pensions de la liste civile. La motion du chancelier de l'Echiquier, quoique très vivement combattue par toutes les forces du parti tory, a néanmoins été adoptée, à la majorité de 62 voix sur 528 membres présents, 295 contre 233.

Les conseils de révision, appelés à prononcer sur l'admission des remplaçants, ne sauraient apporter un soin trop minutieux à l'examen des pièces dont les hommes qui se présentent pour remplacer doivent être munis. Dans des opérations de cette nature, la moindre inadvertance peut avoir de fâcheux résultats. En voici un exemple remarquable :

Jean-Pierre Isoré, vieux soldat de l'Empire, et maintenant propriétaire à Beauvais, s'était adressé, pour faire remplacer son fils, à un sieur Vaudran, agent de remplacement militaire, demeurant à la petite Villette, à l'enseigne du *Cuirassier*. Vaudran avait, dès la première entrevue, reçu les mille francs qu'il demandait pour fournir un remplaçant; mais il présente au conseil de révision un homme à qui il avait donné des papiers appartenant à un nommé Dupont. Le remplaçant fut admis, mais au lieu de se rendre sous les drapeaux, il s'enfuit en Belgique, et depuis il n'a pas été revu. Cependant les gendarmes, qui sont incessamment à la poursuite des insoumis, arrêtèrent à Paris, dans le courant du mois dernier, et dans un atelier où il travaillait, Edme-Charles-Napoléon Dupont, auquel se rapportaient les papiers et le signalement du remplaçant. En conséquence de cette arrestation, Dupont est amené devant le premier conseil de guerre. L'instruction dirigée contre lui ayant suffisamment

démontré qu'il n'était pas l'homme que le conseil de révision avait agréé pour le remplaçant d'Isoré, le tribunal militaire se déclare incompetent, conformément aux conclusions de M. Tugnot de Laroye, commandant-rapporteur.

Mais un incident singulier vient allonger le cours des débats. M. Courtois d'Harbal, commissaire du Roi, demande au Conseil qu'il lui soit donné acte de ses réserves contre les nommés Cahérier et Beauchard, qui tous deux ont servi de témoins lorsque le remplaçant d'Isoré faisait les déclarations d'usage devant le Conseil de révision du département de l'Oise.

M^r Cartelier, nommé d'office pour défendre Dupont, voyant que le prévenu dans l'affaire est moins inculpé que les témoins, fait observer qu'il y a dans la conduite de ces derniers imprudence et non pas criminalité. Mais le Conseil, sans s'arrêter à ces observations du défenseur, fit droit, à l'unanimité, aux réquisitions de M. le commissaire du Roi, et lui enjoint de transmettre cette décision à la connaissance du parquet de Beauvais.

Si la justice donne suite à cette affaire, s'élèveront de graves questions de droit criminel qui n'ont pas encore été résolues, et qui seront neu au sein du tribunal militaire.

Les témoins d'une déclaration faite pardevant le conseil de révision de recrutement, qu'un individu remplit les conditions requises par la loi pour être admis à remplacer, sont-ils complices d'un faux par supposition de personne, dans le cas où le déclarant s'est donné les nom, prénoms et qualités qu'il n'a pas? Ces témoins sont-ils appelés à constater l'individualité du déclarant, et à certifier la véracité de ses déclarations, ou leur présence n'est-elle exigée que pour attester l'existence des déclarations qu'il ont entendu faire? Le conseil de révision est-il seul responsable de n'avoir pas pris un plus ample informé, et de n'avoir pas confronté scrupuleusement le remplaçant avec l'état signalétique dont il doit être porteur.

Quant à Vaudran, la justice n'a pas attendu pour le poursuivre qu'elle eût mis en demeure cet agent de remplacement est en ce moment dans les prisons d'Avignon; lui et son fils doivent sous peu comparaître en Cour d'assises comme accusés de nombreuses fraudes en matière de remplacement militaire.

On a fait, au sujet du danger qu'a couru le Czar aux environs de Tiflis, un curieux rapprochement : c'est que les voyages de Crimée sont en général funestes aux autocrates de toutes les Russies, et qu'à la suite de ces voyages la mort a presque toujours éclaté entre l'empire Moscovite et la Turquie.

On se rappelle qu'à l'époque de son voyage triomphant dans sa conquête, en 1787, l'impératrice Catherine n'échappa que par miracle à un effrayant péril, lorsque les chevaux fougueux qui conduisaient sa voiture prirent le mors au milieu d'une pente extrêmement rapide, hérissée de rochers des deux côtés.

En 1825, Alexandre dut sa mort aux émanations marécageuses des de la Crimée, et aussi, sans doute, à un de ces accidents fortuits, auxquels les souverains russes sont quelquefois sujets. Il mourut à Taganrok.

Voici maintenant qu'à son retour de la Crimée, l'empereur Nicolas court un terrible danger auquel il n'échappe que par hasard.

Or, on n'ignore pas que c'est peu de temps après le voyage de Catherine que la guerre éclata entre la Russie et l'empire Ottoman.

La première campagne des Balkans, commandée par le général Kaminski, le prédécesseur de Diebitsch, eut lieu à un intervalle peu éloigné de la mort d'Alexandre.

Nicolas vient de passer en revue soixante escadrons à Wosnessenk et une flotte formidable à Sebastopol.

La Turquie, dit le journal auquel nous empruntons ce rapprochement, est-elle assez protégée par sa faiblesse pour ne voir dans ce fait aucun sujet d'alarme? (Sémaphore.)

— On écrit de Stuttgart, en date du 8 décembre :

Le duc et la duchesse Alexandre de Wurtemberg viennent d'arriver de Gotha; ils sont descendus au château, où des appartements avaient été préparés pour les recevoir. Ils ont trouvé auprès du roi et de la famille royale l'accueil le plus cordial. La princesse avait été complimenter à la frontière par un officier de la maison de S. M. Wurtembergeoise, et les voitures de la cour sont allées à la rencontre des deux voyageurs jusqu'à Weiblingen.

Le prince et la princesse ne doivent rester à Stuttgart qu'environ une semaine, étant attendus à Paris avant le jour de l'an. Pendant le temps qu'ils séjourneront à Stuttgart, on leur donnera plusieurs fêtes; déjà un bal est préparé pour demain au château, et l'on parle aussi d'un grand banquet à la cour, auquel assisteraient tous les princes de la famille royale, les ministres et les principaux personnages du royaume. Notre cour paraît prendre à tâche de démentir, par la réception qu'elle fait à la princesse, les bruits que l'on avait répandus sur les difficultés que le mariage du prince Alexandre avait rencontrées de la part du roi de Wurtemberg.

Le département de la Seine-Inférieure est depuis quelque temps le théâtre de crimes effroyables. Voici encore ce qu'on écrit de Beuzeville-la-Grenière, près Bolbec, le 27 novembre, au Journal du Havre :

Un crime épouvantable vient de jeter la consternation dans nos environs. Le nommé Jacques Mallet, vicillard de 86 ans, habitant le hameau du Froc, a été trouvé assassiné hier, à deux heures de l'après-midi, dans la maison qu'il occupait. Des marques de doigts, que l'on a remarquées sur son cou, font supposer que la victime a été étranglée par ses assassins, et tout porte à croire que la cupidité a été le motif de ce meurtre, dont les auteurs sont inconnus, car Jacques Mallet passait dans le pays pour avoir ramassé une assez forte somme d'argent. Ce vicillard était veuf, sans enfants, et habitait seul la maison dans laquelle il a été trouvé mort.

A la nouvelle de ce déplorable événement, le procureur du roi et le juge d'instruction du Havre se sont transportés au hameau du Froc pour tâcher de découvrir les traces d'un attentat qui rappelle d'une manière si effrayante celui qui vient de se commettre, avec des circonstances semblables, dans la malheureuse commune de Douvread, près de Dieppe.

AVIS JUDICIAIRE.

VENTE sur licitation entre majeurs et mineurs en vertu d'autorisation de justice.

On notifie à tous qu'il appartiendra que le jeudi quatre janvier mil huit cent trente huit à onze heures du matin en l'étude et par le ministère de Maître Antoine Joseph Guasco, notaire royal résidant à Bastia à ce commis par justice, il sera procédé à l'adjudication définitive des immeubles ruraux ci-après dénommés.

SAVOIR :

1° Pastoreccia consistant en vigne complantée en partie à roseaux de la contenance d'environ trente quatre ares évalué mille six cents quatre-vingt dix francs ci . . . fr. 1690

2° Campotenile consistant en terres labourables et incultes et en Oliviers, le tout évalué mille trois cents francs ci . . . 1300

3° Patiscia consistant en quatre hectares trente quatre ares environ, soixante ares environ de terre labourable; en cinq hectares de jeune makis et une maisonnette le tout évalué deux mille sept-cents soixante huit francs ci . . . 2768

4° Perfetti consistant en quatre hectares vingt-quatre ares environ de terre labourables; en vingt neuf ares environ de jeune makis et en une maisonnette le tout évalué

deux mille quatre-cent francs ci . . . 2400

5° Casetta consistant en un hectare soixante cinq ares environ de terre avec divers figuiers et noyers, y compris la source d'eau qui s'y trouve; et un enclos de cinq hectares environ de terre labourable avec une aire pavée; en soixante ares environ de jeune makis; en une maison avec pressoir, four, citerne, hangar; en un hectare quatre vingt huit ares environ de terre labourable; en un second hangar avec un pailleur à côté entouré de mur, le tout évalué neuf mille deux francs ci . . . 9002

6° Erbajolo de la contenance d'un hectare soixante-cinq ares environ de terre labourable, évalué huit cent quarante francs ci 840

TOTAL : dix-huit mille francs ci . . . 18,000

Tous les dits immeubles situés sur le territoire de la commune de Bastia, canton de ce nom, à l'exception du bien dénommé Perfetti qui est situé dans les territoires des deux communes limitrophes de Bastia et de Furiani, canton de Borgo, arrondissement de Bastia (Corse).

Sur la vente poursuivie par les sieurs 1° André et Marie Simone née Lota conjoints Beneditini, le premier négociant et tout deux domiciliés à Bastia; 2° Monsieur Vastapani Barthelémy, substitut du procureur du roi près le tribunal civil séant à Bordeaux, y domicilié; 3° Dame Marie Anne Pomonti, veuve Vastapani; 4° Messieurs Charles Mathien et Ursule née Vastapani, conjoints Raffalli, le premier agent comptable des subsistances militaires à Bastia, domiciliés en cette ville; 5° Messieurs François Philorom Martolio chef d'Escadron en retraite, et son épouse Thérèse née Vastapani domiciliés à Aix (Bouches du Rhône) tous majeurs propriétaires poursuivant la dite licitation et ayant pour avoué Maître Casevecchie exerçant près le dit tribunal de Bastia.

Et ordonné par jugement du même tribunal d'après enregistrement rendu le onze août mil huit cent trente sept contradictoirement entre les dites parties de Maître Casevecchie d'une part; et 1° la dame Rose Estaquier veuve de feu sieur Joseph Rainoard, en son nom personnel et comme tutrice légale de ses enfants mineurs François Pierre Gustave, Alexandrine Josephine Marguerite, Edouard Alexandre, Josephine, Marie Rose, Françoise Thérèse Augustine, et Vincent Felix tous Rainoard sans profession, propriétaires demeurant et domiciliés à Marseille; 2° François Dominique en son nom personnel et comme tuteur légal de ses enfants mineurs Camille Eugène et Marie Victoire Francis, issus de son mariage avec feu Catherine née Vastapani, propriétaires sans profession domiciliés à Cervione Canton de ce nom, tous défendeurs en licitation assistés de Maître Beneditini avoué au tribunal civil de Bastia susdit d'autre part.

Les sus nommés poursuivants et défendeurs copropriétaires par indivis des dits immeubles et de l'usufruit d'iceux dans les proportions établies au cahier des charges dûment enregistré qui a été déposé aux archives du notaire précité.

Aucun enchérisseur ne s'étant présenté à l'adjudication préparatoire qui avait été fixée pour le dix huit décembre courant mois, tous les immeubles susindiqués seront définitivement adjugés en un seul lot au plus offrant et dernier enchérisseur sur la mise à prix (d'après l'estimation des experts) de dix-huit mille fr. ci 18,000

L'adjudication aura lieu en présence de Monsieur Romain François Aldegonde Hains, directeur des douanes en retraite domicilié à Marseille subrogé tuteur des dits mineurs Rainoard et de M. Antoine Paul Casalta propriétaire domicilié à Cervione subrogé tuteur des dits mineurs Francis ou eux dûment appelés.

S'adresser pour voir lesdits immeubles au dit sieur André Beneditini, et pour avoir des renseignements et connaître les charges de l'enchère, à Maître Antoine Joseph Guasco, notaire commis. Fait à Bastia le 19 Décembre 1837.

L'Avoué des poursuivants, CASEVECCHIE.

Enregistré Bastia le 19 Décembre 1837, n° 196 v° case 6. reçu 2 fr. 10 c. pour décime.

Signé, CASANOVA.

Pour copie conforme, CASEVECCHIE Avoué.

A LA RENOMMÉE.

M. FRANÇOIS TEILLER à l'honneur de prévenir le Public, que l'on trouvera dans son magasin un excellent Ambigu pour la Noël et un assortiment de Bonbons et Bonbonnières au dernier goût, et bien soignées.

Les personnes qui l'honoreront de leur confiance seront servies avec exactitude.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 13 au 20 décembre 1837.

ARRIVÉES.

LIVOURNE, mistick la Conception, cap. Marini.

LIVOURNE, tartane l'Assomption, cap. Osé.

CENTURI, balencelle St-François, c. Bianchi.

LIVOURNE, bateau La Providence, cap. Sanguinetti.

GENÈS, bœuf Jésus et Marie, cap. Boza.

TOULON, bateau à vapeur le Var, cap. Valzi.

CAPRARA, bœuf (la Madonna del monte allegro), cap. Dusal.

NAPLES, balencelle St-Philippe, cap. Delagata.

NAPLES, balencelle St-Henri, cap. Matarese.

BONIFACIO, mistick Conception, c. Loquente.

DEPARTS.

TOULON, Bateau à vapeur Golo, cap. Valzi.

LIVOURNE, Bateau à vapeur Napoléon, c. Lota.

MARSEILLE, goëlette la Constance, c. Rogliano.

VENZOLASCA, bœuf Précurseur, cap. Sisco.

GENÈS, bœuf Pierge des Carmes, c. Figallo.

PORTO-TORRE, balencelle St-François, cap. Bianchi.

CAGNANO, tartane la Médolli, cap. Castellani.

Le Gérant N. TARTAROLI.

Bastia. — De l'imprimerie de C. Fabiani.

PAR BREVET D'INVENTION.

Pâte de REGNAULD aîné,

AUTORISÉE PAR BREVET ET ORDONNANCE DU ROI.

Pour la guérison des rhumes, catarrhes, toux, coqueluches, asthmes, enrhumements, et des maladies de poitrine les plus invétérées. (Voir l'instruction qui accompagne chaque boîte) Dépôts chez MM. ARABY, négociant à Ajaccio; SERVENT, marchand aux Terrasses à Bastia.

MERCREDI 27 DÉCEMBRE 1837.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-correspondance de LEPRELLETTIER BOURGON

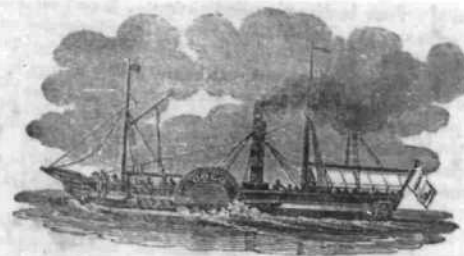
et C^{ie}, rue N. Dame des victoires N° 16.

A l'adresse correspondance de P. JUVIN

et C^{ie} rue Gailion N° 13; à la correspondance commerciale, de P. JUVIN

Boulevard des Capucines N° 297, où l'on

requiert les renseignements pour l'insularité française.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

CORSE.

SUR L'ÉCOLE PAOLI.

Dans ce siècle positif, on ne se laisse plus abuser par les théories. On demande des résultats certains, on n'a foi que dans les faits accomplis. Les meilleures institutions ne sont acceptées qu'avec une sage défiance. Il faut qu'elles fonctionnent, il faut que les effets répondent aux promesses; alors seulement, on commence à croire à leur utilité pratique. Ceux qui rangeaient parmi des vaines utopies, les idées les plus heureuses, qui qualifiaient de folles chimères les vues de l'homme de bien, rougissent tout bas de la témérité de leurs jugements. Ils avouent l'erreur d'une première opinion, qu'ils mettent sur le compte de la légèreté ou de la précipitation d'esprits irréfléchis ou prévenus.

Or voilà précisément ce qui est arrivé au sujet de l'école Paoli.

Lorsqu'il s'est agi de mettre enfin à exécution le legs patriotique de ce grand citoyen, les prophéties les plus décourageantes sont arrivées de toutes parts. C'est de l'argent perdu, disaient les uns, c'est une école sans base et sans avenir répétant les autres. Que ne fait-on de ces fonds un emploi plus utile? Les pères de famille n'ont aucun avantage à attendre, pour l'éducation morale et intellectuelle de leurs fils, d'un établissement d'ordre aussi élevé. Les bacs de l'école demeureront déserts, les places de professeurs seront des sinécures, et les progrès scientifiques et moraux que l'on semble en espérer une décevante illusion. Le chef de l'instruction publique en Corse en pensa autrement. Il crut que l'on pouvait sans sortir ni des termes, ni de la pensée sagement interprétée du fondateur, donner une direction plus utile à l'enseignement de cette école. Il suffisait pour atteindre ce but, d'abaisser de quelque degré cet enseignement, de façon à le rendre accessible à un plus grand nombre d'intelligences, sans lui enlever toutefois son caractère primitif, celui d'une instruction supérieure. C'est cette heureuse combinaison qui ne pouvait manquer d'obtenir l'assentiment du ministre de l'instruction publique. C'est d'après ce nouveau plan d'études par lequel on concilie parfaitement ce que l'on doit de respect aux dernières volontés d'un grand citoyen, avec le système actuel de l'enseignement, que les divers professeurs doivent se diriger jusqu'à ce que la création

d'autres chaires secondaires, leur permette de rentrer dans les limites spéciales de leurs cours; cette importante et sage modification suffirait à elle seule pour assurer la durée et la prospérité de cette école centrale. Mais l'affluence des élèves qui depuis son ouverture se pressent sur les bancs, la noble émulation que les a saisis, la confiance que leurs parents semblent placer dans le zèle éprouvé, et la capacité reconnue des professeurs, sont des garanties non moins certaines du brillant avenir qui lui est réservé. Il n'est point jusqu'au nom qu'elle porte, qui ne soit d'un heureux augure pour cette école vraiment nationale. Elle ne périra pas plus que la mémoire de Paoli. On a dit que le seul nom de Turenne faisait courir les soldats à la gloire, eh bien le souvenir du grand citoyen qui sut deviner le génie de Napoléon, et lui assigner, jeune encore, une place à part au-dessus de tous les grands hommes de Plutarque, ce souvenir excitera dans leurs âmes cette ardeur soutenue qui est le présage des plus grands succès. Ils rougiraient de rester au-dessous des espérances de ce grand homme. Frappés sans cesse par cette pensée que la rapidité des progrès dans les sciences et les lettres, que la pureté des mœurs et l'amour constant de l'étude, sont le meilleur culte qu'ils puissent vouer à sa mémoire, ces jeunes nourrissons de la patrie rivaliseront d'efforts. Ils comprennent que la génération actuelle à un devoir religieux à remplir, et cette grande figure historique leur apparaît sans cesse comme un encouragement pour les classes appliquées, ou un reproche pour les intelligences paresseuses.

Cette excitation au travail, que le respect pour ses cendres aura produit, ira toujours en croissant. L'enceinte de l'école, à laquelle se rattache les plus beaux souvenirs de notre histoire, leur rappellera pareillement les palmiers que le général Paoli décernait aux jeunes talents, à la face de la Corse tout entière. Toutes ces traditions contemporaines, qui vivent encore dans le pays, seront un stimulant continuel, une cause permanente d'émulation. Ils voudront faire revivre les époques les plus brillantes de l'ancienne universalité, d'où sont sortis les orateurs les plus distingués de nos assemblées nationales, des généraux de l'empire et des hommes d'État. Ailleurs les élèves ne s'appliquent à l'étude que pour mériter l'affection des parents, ici ils redoubleront d'ardeur pour ne pas démentir les prévisions de l'illustre exilé, qui,

dans un avenir peu éloigné, apercevait l'ère de notre supériorité intellectuelle sur les nations voisines. Cet espoir adoucissait les regrets de l'exil. En recueillant ce legs patriotique, les jeunes concitoyens de Paoli ne veulent point qu'il demeure stérile. Tout autre aurait mis, pour condition du bienfait, l'érection d'une statue ou des hommages publics. Paoli ne nous a imposé qu'une seule charge, c'est de travailler d'un commun accord à l'œuvre de notre régénération morale, c'est de répandre les lumières dans toutes les classes de la société, c'est d'affermir les croyances religieuses, sans lesquelles il n'y a point d'honnêtes hommes, c'est de mettre en valeur les éléments de prospérité que recèle notre sol, c'est de nous mettre enfin, dans la grande échelle des intelligences, au rang élevé vers lequel se dirige le mouvement des esprits.

Toutes les personnes qui ont assisté à la solennité du 12 du courant, jour de bonheur et d'espérances, et qui doit marquer, comme une date historique, dans les annales de ce département, n'ont plus le courage de reproduire les nombreuses objections contre la possibilité de donner de la consistance à cette école. Le concours des élèves dont le nombre augmente tous les jours, est une réponse péremptoire à tous ces doutes irréfléchis. Pour convaincre un philosophe incrédule qui niait le mouvement, on se mit à marcher devant lui. Pour faire tomber d'absurdes préventions, le gouvernement a ouvert l'école, et déjà 140 élèves partagent les heures de l'étude entre les classes élémentaires et le cours d'enseignement supérieur.

C'est ainsi que le perfectionnement progressif et illimité, cette pensée dominante de Paoli sera enfin une réalité. Il savait que les enfants de ces montagnes apportent dans les écoles une intelligence précocement développée. Il avait vu de près leurs succès dans l'université, qui fut, sans contredit, le plus bel ouvrage de son administration morale et éclairée. Depuis cette époque, on l'entendit répéter souvent que pour atteindre au plus haut point de perfectibilité, les jeunes insulaires n'avaient besoin que du secours de l'instruction. Que ses mânes se réjouissent : le vœu de son cœur s'est accompli, et chaque année, son nom deviendra le texte inépuisable des louanges universelles et que nul Corse n'a su encore mériter autant que lui. L'enceinte de l'école retentira à pareille époque des accents de la plus vive reconnaissance.

QUATRIÈME ANNÉE, N° 163.

PAIX D'ABONNEMENT POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . 16 fr.

POUR SIX MOIS . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . 20

POUR L'ÉTRANGER . . . 24

Prix d'insertion, 40 cent.

CE JOURNAL PARAÎT TOUS LES JOURS.



sauce, et les Cortinais dirent, en montrant sa statue aux étrangers, voilà comment nous nous acquittions envers les bienfaiteurs du pays! Ce modeste monument nous absout enfin du reproche d'ingratitude envers le fondateur de cette école. Il y a devant ce palais place pour d'autres statues. Que d'autres Corcos, plus riches que lui, s'associent par des dotations patriotiques à ses vues d'amélioration et de progrès, et ils sont sûrs de partager avec le Washington de la Corse les respects d'une population qui range la reconnaissance au nombre de ses plus belles vertus.

Dans sa séance du 13 de ce mois, le conseil municipal de cette ville, réuni pour la formation du budget de 1838, en votant un à compte de mille francs pour le monument à ériger à la mémoire de feu le docteur Sisco à Rome, s'est définitivement fixé sur ce monument. Déjà à l'une des précédentes séances, ce corps avait chargé M. Pierangeli, un de ses membres, de prendre tous les renseignements à cet égard, et le modèle que ce dernier s'est procuré, a été accueilli à l'unanimité. Le sculpteur Rinaldi qui en est l'auteur, un des élèves les plus distingués de l'immortel Canova, est sorti des idées par trop communes du génie qui pleure, de la renommée qui transmet à la postérité les hauts faits du défunt etc. etc., pour exprimer quelque chose de plus précis et de plus significatif. C'est la ville de Bastia qui couronne son illustre compatriote. Nous ne doutons pas de l'effet que produira cette sculpture en bas-relief, entourée d'ailleurs de tout ce qui accompagne ordinairement les monuments funéraires; mais ce qui fait le mérite de l'auteur et qui annonce sa grande intelligence dans l'art qu'il exerce avec tant de succès, c'est d'avoir empreint à ses sujets les marques caractéristiques qui les font distinguer sans avoir besoin d'autre indication; par exemple, la ville de Bastia, aux formes graves, et noblement drapée, porte sur sa tête la tour crénelée, symbole des villes chez les anciens, et comme ville maritime elle a dans sa main l'aviron ou soit la rame, et à son côté la proue d'un navire. Dans la partie inférieure de l'hermès représentant le docteur Sisco, sont sculptés le caducée et la chouette, qui sont les emblèmes de la science médicale.

Une épitaphe en langue latine fera suite au bas-relief susénoncé. Elle est de la composition de M. le docteur Prêla. Il y a long temps que ce protecteur éclairé des lettres et des arts, dont la ville de Bastia, qui s'honore de lui avoir donné le jour est aussi appelée à recueillir les généreux bienfaits, avait devancé les vœux du conseil, en préparant une inscription en style lapidaire le plus pur, qui rappelle les mérites de son digne concitoyen et confrère, ainsi que la belle institution dont il a doté la patrie.

Le monument dont il s'agit va décorer l'église de St-Louis des Français, où est déposée la dépouille mortelle du docteur Sisco, et fera le pendant à celui que l'académie française des beaux arts à Rome a fait élever tout récemment au célèbre peintre M. Wicar, ancien directeur de la dite académie: ainsi la place qui lui est destinée ne contribuera pas peu au succès que l'on se promet; car M. Rinaldi ne voudra certainement pas rester au dessous de son collègue.

Pour la direction de l'ouvrage, le conseil a accepté avec autant d'empressement que de gratitude l'offre qu'en a faite M. l'avocat Belli de Rome dans une lettre écrite à son ami M. Pierangeli. Ce savant antiquaire qui a proposé au choix du conseil le sculpteur Rinaldi, dont il était à même d'apprécier la capacité, a, par un effet de sa bienveillance particulière envers la Corse, pris l'engagement de veiller à l'exécution du monument confié à son protégé, et de ne rien négliger, dit-il, pour qu'il soit digne du sujet qu'il représente, et du corps distingué qui l'a désigné. Tout paraît donc concourir pour assurer un heureux résultat au juste tribut de reconnaissance que la ville de Bastia va rendre à son insigne bienfaiteur.

Sur la session de la Cour d'assises du 4^e trimestre de 1837.

Que faut-il penser des résultats de cette session? Cette appréciation morale est dans le tableau comparatif que nous mettons, à la fin de cet examen rapide mais consciencieux, d'avec celui des sessions précédentes. Il est évident pour tout observateur impartial qui suit avec quelque intérêt les opérations de notre Cour d'assises, qu'il y a eu mauvaise direction dans les débats, influence étrangère sur la conviction des jurés, et relâchement dans l'exercice de leurs devoirs.

Cette remarque sévère d'autres l'on faite avant nous. Mais nous aurons le courage d'émettre tout haut une opinion que d'autres amis de cette belle institution n'expriment qu'avec une timide réserve. Notre but toutefois n'est pas de faire ici le compte rendu de la session. Nous voulons présenter seulement quelques observations sur les causes qui ont agi secrètement sur l'esprit de certains jurés.

Il faut placer en première ligne le peu d'habileté du procureur général. Le malheureux essaya qu'il fit, il y a onze mois, de son éloquence judiciaire, aurait dû l'avertir de son insuffisance. Jamais les accusations criminelles n'eurent d'organes plus faibles. Les accusés l'ont tellement compris, qu'ils se rejoignent toutes les fois qu'il porte la parole. Les avocats ne sont jamais mieux à leur aise, que lorsqu'ils ont à combattre un pareil adversaire. Sa dialectique n'est qu'une lourde déclamation, ses arguments des paralogismes, les preuves décevantes lui échappent, les indices vagues frappent son esprit. Il repousse les témoignages que redoute le défenseur, et il s'arrête sur ceux que l'accusation devrait repousser. Tout son art consiste à donner un appareil théâtral à la Cour d'assises. Lorsque le jour des débats approche, des invitations nombreuses annoncent aux dames de la ville, qu'il y aura des places pour elles, en face, en à côté de la Cour. Aussi en a-t-on vu plusieurs accourir en grande toilette pour entendre l'ex-orateur de la tribune.

Son impéritie n'est pas le danger le plus grave. Ce qu'il ne faut pas moins redouter c'est la présence de certains avocats plaïdants dans la chambre des délibérations. Pourquoi les garder parmi les jurés. Il en coûte si peu au Président de la Cour de renvoyer des jurés en masse, qu'en vérité on ne comprend guère qu'il n'ait pas senti la convenance, nous avons presque dit la nécessité de les remplacer par des hommes dévoués à la justice. Il est toujours dangereux quelle que soit leur probité, de les laisser exposés à tous les pièges de l'intérêt personnel. Tel avocat s'efforce de faire prévaloir des idées et des systèmes qui dans des affaires analogues ou identiques, profiteront nécessairement à leurs clients. Ce n'est pas tout: connaissant, par suite de leurs rapports journaliers, le caractère des faiblesses et les tendances secrètes des jurés, avec quelle sûreté de tact ne sauront-ils pas écarter les bons pour ne composer le jury que d'hommes faibles ou corrompus? C'est de cette manière que l'on ex-

plique des acquittements inattendus, ou des peines excessivement légères. D'autres défenseurs qui n'ayant pas l'avantage d'être jurés ne peuvent ni recuser avec le même bonheur, ni compter sur la complaisante sympathie des collègues, voyent traiter leurs clients avec une rigueur extrême.

Cette session présente plus d'un exemple de cette déplorable disproportion dans la nature, et la durée des châtimens.

Nous devons signaler aussi le peu de soin dans le dépouillement et l'examen des procédures. Comment veut-on qu'un Président, ne connaissant de l'affaire que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation, puisse faciliter la manifestation de la vérité? C'est ce qui explique les hésitations et le tâtonnement que l'on remarque souvent dans la marche des débats. Qui ne sait d'ailleurs que les longs résumés bien loin d'achever d'éclaircir la conviction du juré ne servent qu'à mettre le complément à l'ennui? Nous sommes du nombre de ceux qui demandent avec instance la suppression des résumés. On ne conçoit guères comment ils ne soient pas tombés devant la dernière révision de notre législation pénale? Si les juriconsultes qui ont opiné pour le maintien des résumés, pouvaient se former une juste idée de l'étrange abus qu'en font certains Présidents de Cour d'assises, nous sommes sûrs qu'ils changeraient bientôt d'avis.

Cette fois-ci le Président et le Procureur général ne peuvent s'en prendre qu'à leur mauvaise direction, de la fâcheuse issue de certains procès. Il faut qu'ils en portent toute la responsabilité. Quel dommage qu'ils ne puissent mettre leurs fautes sur le compte des jurés de l'intérieur? M. le Président s'était empressé d'offrir des congés, et il est de fait qu'il n'en restait plus que trois vers la moitié de la session. Aussi, avons nous raison de dire que les plaintes des bons citoyens n'atteignent que les magistrats insouciant sur le sort des meilleures institutions. La procédure par jurés est invariablement acquise au pays. Les lumières et la fermeté que les magistrats temporaires ont apporté pendant des sessions successives, dans le jugement des affaires les plus graves, ont répondu à toutes les objections. Entrés par cette voie dans la possession du pouvoir judiciaire, nous voulons nous y maintenir avec honneur, et comme il convient: à des hommes indépendants et libres. Les justes reproches qu'arrache aux amis de l'ordre la crainte de l'impunité, cette vieille plaie de notre malheureuse patrie, ne seront point étouffés par le bruit des banquets. Il faut que le ministre de la justice sache à quoi s'en tenir. Si jamais, à Dieu ne plaise, le scandale des acquittements amenait de sanglantes représailles, on saura du moins à qui demander compte des malheurs où ces réactions entraînent des hommes qui, dans le refus d'une réparation juridique, voient soudain un appel indirect à l'énergie individuelle. Grâce à l'amélioration de l'esprit public ces retours à la vengeance privée sont moins à craindre. Le zèle et l'habileté d'autres magistrats nous rassureraient au besoin. Il suffit au surplus de reporter ses souvenirs et son attention sur les statistiques criminelles des sessions précédentes, pour dissiper les appréhensions que cette dernière a fait naître dans notre esprit. Le ressort de la pénalité dirigé par des mains habiles suffit au maintien de la sécurité générale. Il y a dans le jury plus d'énergie qu'il ne faut pour assurer la sûreté des personnes et des propriétés.

Pour que le public soit à même d'apprécier la justesse et la vérité de nos observations sur la mauvaise tournure qu'ont pris les débats de la Cour d'assises dans bien plus d'une affaire, nous en faisons connaître les résultats par le tableau suivant:

Condamnés à mort	20
Idem aux travaux forcés à perpétuité	1
Idem aux travaux forcés à temps	2
Idem à la réclusion	3
Idem à l'imprisonnement	14

Acquittés	20
Renvoyés à la prochaine session	1
TOTAL	40

DISCOURS DU ROI.

Messieurs les Pairs, Messieurs les députés, La France est libre et tranquille. Sa prospérité s'accroît rapidement; ses institutions se consolident; elle se confie de plus en plus dans leur stabilité.

L'empire des lois rétabli m'a permis de suivre l'impulsion de mon cœur. Un grand acte dont le souvenir me restera toujours cher, l'amnistie, a témoigné de la force de mon gouvernement. Il a porté le calme dans les esprits, affaibli l'influence des mauvaises passions, isolé chaque jour davantage les projets de désordre.

J'ai voulu que les collèges électoraux fussent réunis. Ma confiance dans le pays n'a pas été trompée. Je retrouverai vos loyaux concours que m'ont prêté les Chambres pendant sept années, pour assurer à la France les bienfaits de l'ordre et de la paix.

Je n'ai qu'à me féliciter de mes rapports avec toutes les puissances étrangères, et jamais la paix générale ne m'a paru mieux assurée.

Cependant, la guerre civile désolée encore la Péninsule. La Reine régente soutient avec courage et persévérance les droits de son auguste fille la Reine Isabelle II. Je continue à exécuter fidèlement les clauses du traité de la quadruple alliance, et j'espère le succès d'une cause qui a toutes nos sympathies.

Le mariage de l'aîné de mes fils a comblé mes vœux. Au souvenir de cet événement, source de tant de bonheur pour ma famille, se rattacheront toujours celui des témoignages d'affection dont la France, les Chambres, les habitants de cette capitale entourèrent la jeune princesse qui venait se confondre parmi mes enfants.

Ma seconde fille, la princesse Marie, a, depuis, contracté une alliance qui va ajouter encore à nos relations de bonne amitié avec des États voisins.

En Afrique, notre attente a été remplie. Le drapeau français flotte sur les murs de Constantine. Si la victoire a plus fait quelquefois pour la puissance de la France, jamais elle n'a élevé plus haut la gloire et l'honneur de ses armes. Mon fils, le duc de Nemours, a pris la part qui lui revenait dans le péril. Son jeune frère a voulu le rejoindre, et s'associer à cette communauté de travaux et de dangers, qui identifie depuis longtemps mes fils avec l'armée. Leur sang appartient à la France, comme celui de tous ses enfants. (Bravos prolongés, cris de Vive le Roi.)

En adressant au ciel des actions de grâces pour la protection qu'il a accordée à nos armes, j'ai à déplorer avec vous la perte de tant de braves, morts au champ d'honneur. La patrie entoure leurs cercueils de ses regrets, de sa reconnaissance. Elle a ratifié d'avance tout ce que j'ai ordonné pour satisfaire à la douleur publique et acquiescer la France envers ses héroïques soutiens. Un projet de loi vous sera présenté pour donner à la veuve et aux enfants du brave général Dumérout un témoignage de la gratitude nationale. J'ai élevé à la première dignité de l'armée le vieux guerrier qui l'a remplacé, et qui n'a rien vu, disait-il, dans sa longue carrière, que nos jeunes soldats ne viennent d'égaliser.

Dans l'est de l'Algérie, comme dans l'ouest, j'ai voulu la paix. Mais l'opiniâtreté du bey, qui commandait à Constantine, nous a obligés à prouver une fois de plus aux indigènes de nos possessions d'Afrique, qu'ils devaient renoncer à nous résister. Dans l'ouest, une convention a été conclue, dont les conditions s'exécutent fidèlement, et ont eu déjà d'heureux résultats.

Il vous sera présenté un tableau complet de notre situation en Afrique, et j'aurai à vous demander les moyens de pourvoir aux besoins de nos établissements.

Partout nos escadres donnent à nos relations

commerciales l'appui et la protection qu'elle ont droit d'en attendre. Des envoyés sont partis de nos ports, pour aller applanir les difficultés qui s'opposent depuis si longtemps à l'exécution des engagements pris par l'Espagne envers la France. En même temps, quelques forces navales se dirigent vers les côtes de Mexique, pour assurer aux Français qui font le commerce dans l'intérieur de ces contrées, la justice et la sécurité qui leur sont dues.

J'ai conclu avec la Bolivie un traité de commerce, et j'espère que nous établirons successivement avec tous les États de l'Amérique du Sud des rapports dont notre commerce ressentira les heureux effets.

La situation de nos finances est toujours prospère, et le revenu public s'est encore accru depuis la dernière session.

Les projets de lois annoncés par l'article 69 de la Charte vous seront de nouveau présentés.

Depuis longtemps, notre système pénitentiaire appelle toute l'attention de mon gouvernement. Vous aurez à examiner un projet de loi pour l'améliorer.

Un autre projet de loi aura pour but la réforme de notre législation sur les sociétés commerciales.

Déjà des fonds considérables ont été votés pour des travaux publics. Il nous reste à perfectionner nos grandes lignes de communication et à en créer de nouvelles pour faciliter l'exploitation des produits toujours croissants de notre agriculture et de notre industrie. Il vous sera présenté des vues d'ensemble sur ce vaste sujet et les projets détaillés de plusieurs entreprises importantes.

Jamais je ne me suis trouvé entouré des Chambres dans des circonstances plus favorables. Sachons, Messieurs, conserver, par notre union et notre sagesse, ce que nous avons acquis par notre courage et notre patriotisme.

Tâchons d'effacer les pénibles souvenirs de toutes nos dissensions, et qu'il ne reste d'autre trace des agitations dont nous avons tant souffert, que le besoin plus senti d'en prévenir le retour.

Persistons, Messieurs, dans ces voies régulières et paisibles auxquelles nous devons l'accroissement de richesse et de prospérité dont la France jouit aujourd'hui. C'est le vœu le plus cher de mon cœur. Ma vie est consacrée au maintien de toutes les garanties de notre repos et de nos libertés, et c'est pour accomplir cette grande tâche que je réclame votre concours.

PARIS.

Paris, 10 décembre.

Dans la séance d'aujourd'hui, la chambre des pairs a constitué son bureau. Après avoir nommé cinq commissions pour s'occuper de la vérification des titres des pairs nommés depuis la dernière session, elle a procédé, par la voie du sort, à la nomination des bureaux provisoires.

Sur le rapport des commissions dont nous venons de parler, elle a prononcé l'admission d'un grand nombre de ses nouveaux membres, qui ont été immédiatement admis à siéger. La Chambre s'est ensuite retirée dans ses bureaux pour procéder à leur organisation ainsi qu'à la nomination 1^{re} des membres du comité des pétitions, 2^e des membres de la commission de l'adresse en réponse au discours du Roi.

La chambre des députés, après le tirage au sort des bureaux, a suspendu sa séance publique pour procéder à leur organisation.

Après la constitution des bureaux, la séance a été reprise et la vérification des pouvoirs a commencé sans qu'aucun incident remarquable se soit produit.

On lit dans l'Echo du Luxembourg: On nous écrit de Luxembourg, à la date du jeudi, 14 décembre:

M. Servais, arpenteur, vient de recevoir l'or-

dre de se transporter demain, vendredi, dans le Grunenwald, afin de procéder au mesurage de la coupe que le roi grand-duc se propose d'y faire exploiter.

Cette nouvelle nous vient de source certaine, pendant que notre gouvernement perd son temps à négocier, le grand-duc, appuyé par la confédération, pose les premiers actes de possession sur le territoire du Luxembourg.

Nous ne croyons pas, quoi qu'en dise l'Echo du Luxembourg, que la moindre voie de fait soit commise dans la forêt de Gruenwald, nous avons la plus entière confiance, au contraire, qu'à l'heure qu'il est, les ordres qui peuvent avoir été donnés à cet effet sont bien près d'être révoqués.

Des lettres particulières du Luxembourg annoncent qu'on y est sans la moindre inquiétude sur les suites du différend survenu entre les autorités de la forteresse et le gouvernement belge, à propos de l'exploitation de la forêt de Gruenwald. Les affaires y continuent tranquillement leur cours; de nouvelles entreprises se forment, se préparent; la province entière est confiante dans son avenir.

(Indépendant de Bruxelles.)

Un de nos correspondants nous informe que l'intention de construire une machine infernale, pour détruire S. M. Louis Philippe, avait été découverte il y a déjà quelques mois. Une personne de la connaissance de notre correspondant en reçut la nouvelle de France, et aussitôt elle transmit la lettre qu'elle venait de recevoir à lord Palmerston, qui en donna immédiatement connaissance à l'ambassadeur français. Un courrier fut à l'instant expédié à Paris.

(Courrier anglais.)

On lit dans le Courrier allemand, sous la rubrique de Leipsick, 9 décembre:

Hier, nous avons reçu la nouvelle que les sept professeurs signataires de la protestation contre le manifeste du roi Ernest, avaient été destitués et que des poursuites judiciaires seraient dirigées contre eux. Aussitôt une société, composée de plus de 100 personnes, ouvrit une souscription nationale en leur faveur. En moins d'une heure, on avait déjà recueilli 1,000 thalers.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

La dissolution de la nouvelle légion anglaise formée en juin dernier des restes de l'ancien corps auxiliaire commandé par le général Evans, s'est accomplie le 7 de ce mois, sur les glaces de Saint-Sébastien. La légion britannique a déposé ses armes, et tous les chefs et officiers ont donné leur démission. L'autorité espagnole, qui paraît avoir contribué à amener ce résultat, a cependant retenu les lanciers et l'artillerie de la légion, en leur promettant de les payer dans un bref délai. Le bruit court cependant que ces deux corps ne tarderont pas à imiter leurs camarades, et qu'ils les suivront lorsque les bâtiments demandés à Londres se présenteront devant Saint-Sébastien pour les prendre à bord, et les ramener en Angleterre.

Le brigadier, O'Connell, chef de la légion britannique, est arrivé avant-hier, de Saint-Sébastien; il a pris le soir même la route de Paris pour retourner en Angleterre, à l'effet d'en faire partir des bâtiments pour aller chercher la légion qui vient d'être dissoute.

Madrid, 8 décembre.

Rien n'est encore décidé sur le nouveau cabinet, mais l'administration actuelle touche à sa dernière heure. Les ministres de la guerre et de la justice ont donné hier et aujourd'hui leur démission. On donne pour successeur à celui de la guerre, le général Cordova, qui est attendu ici dans quatre ou cinq jours. La combinaison ministérielle du marquis de Someruelos a échoué, parce que la Reine ne veut pas encore se séparer de M. Bardit. On a également abandonné l'idée d'un ministère de conciliation: de grandes difficultés s'y opposaient.

